Nations Unies

S/PV.7795



Conseil de sécurité

Soixante et onzième année

Provisoire

7795e séance

Mercredi 26 octobre 2016, à 15 heures

New York

Président :	M. Churkin	(Fédération de Russie)
Membres :	Angola	M. Gimolieca
	Chine	M. Wu Haitao
	Égypte	M. Aboulatta
	Espagne	M. Oyarzun Marchesi
	États-Unis d’Amérique	Mme Power
	France	M. Delattre
	Japon	M. Bessho
	Malaisie	M. Ibrahim
	Nouvelle-Zélande	M. van Bohemen
	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d’Irlande du Nord	M. Rycroft
	Sénégal	M. Ciss
	Ukraine	M. Yelchenko
	Uruguay	M. Rosselli
	Venezuela (République bolivarienne du)	M. Ramírez Carreño

Ordre du jour

La situation au Moyen-Orient

Rapport du Secrétaire général sur l’application des résolutions 2139 (2014), 2165 (2014), 2191 (2014) et 2258 (2015) du Conseil de sécurité (S/2016/873)

16-34325 (F)





La séance est ouverte à 15 h 5.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

La situation au Moyen-Orient

Rapport du Secrétaire général sur l'application des résolutions 2139 (2014), 2165 (2014), 2191 (2014) et 2258 (2015) du Conseil de sécurité (S/2016/873)

Le Président (*parle en russe*) : Conformément à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite le représentant de la République arabe syrienne à participer à la présente séance.

Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite M. Stephen O'Brien, Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence, à participer à la présente séance.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

J'appelle l'attention des membres du Conseil sur le document S/2016/873, qui contient le rapport du Secrétaire général sur l'application des résolutions 2139 (2014), 2165 (2014), 2191 (2014) et 2258 (2015) du Conseil de sécurité.

Je donne maintenant la parole à M. O'Brien.

M. O'Brien (*parle en anglais*) : Cet après-midi, j'aimerais emmener les membres du Conseil à l'est d'Alep. Nous sommes entassés avec nos enfants et nos parents âgés dans une cave profonde; la puanteur de l'urine et des vomissements, causés par une peur qui ne nous lâche pas, nous reste dans les narines; et nous attendons la bombe anti-bunker qui, nous le savons, peut nous tuer dans le seul refuge qui nous reste, comme celle qui a tué nos voisins et détruit leur maison la nuit dernière. Ou nous sommes dans la rue, creusant à mains nues, avec l'énergie du désespoir, les décombres de béton pour chercher à atteindre, derrière les barres d'acier qui se dressent devant nous comme des lances assassines, notre enfant qui hurle, enseveli sous la poussière et les gravats, alors que nous étouffons dans l'air irrespirable des poussières toxiques et des odeurs de gaz qui risque à tout moment de s'enflammer et d'exploser.

Ce sont des gens comme nous – sauf qu'ils ne sont pas assis autour d'une table à New York mais plongés de force dans une souffrance désespérée, sans pitié, privés de tout avenir. Constamment, il nous parvient des récits poignants et des images déchirantes de personnes détenues, torturées, déplacées de force, mutilées et exécutées. Des bombardements ont lieu à la vue de tous, jour et nuit, jour après jour. Des hôpitaux sont rasés, des médecins, tués, des écoles, réduites en poussière, des enfants se voient refuser l'accès à l'éducation, des points de ravitaillement en eau sont mis en pièces, des familles se cachent dans des caves. Des vies sont anéanties et la Syrie elle-même est détruite. Et cela se produit sous notre surveillance collective.

Or, les choses ne doivent pas nécessairement se passer ainsi; ce n'est pas inévitable. Ce n'est pas un accident; c'est le résultat des actes délibérés d'un groupe d'êtres humains puissants contre un autre groupe d'êtres humains, pour leur part impuissants et innocents. Jamais les mots du poète Robert Burns, « l'inhumanité de l'homme envers l'homme », n'avaient sonné si juste. On peut y mettre fin, mais le Conseil de sécurité doit faire le choix d'y mettre fin. Je demande aux membres de se souvenir que le monde ne les jugera pas mal s'ils perdent la face ou pratiquent une politique de puissance. La responsabilité des dirigeants du monde consiste à faire ce qui convient pour arrêter l'hémorragie en Syrie. La Syrie est maintenant un pays qui bientôt ne correspondra même plus à la définition la plus élémentaire d'un pays. Nous devrions tous nous rappeler que la Syrie a été l'un des premiers signataires de la Charte des Nations Unies – « Nous, les peuples ».

Comme le Secrétaire général l'a fait remarquer la semaine dernière, l'offensive des forces militaires syriennes et russes à Alep a été la campagne de bombardements aériens la plus soutenue et la plus intensive qu'on ait vu depuis le début du conflit il y a plus d'une demi-décennie. Sur le plan humain, elle a eu des conséquences terrifiantes. Alep est globalement devenue une zone de massacre. Depuis mon dernier exposé au Conseil il y a moins d'un mois (voir S/PV.7780), 400 personnes de plus ont été tuées et près de 2 000 ont été blessées dans l'est d'Alep. Parmi elles, beaucoup – trop – d'enfants. La semaine passée, le Haut-Commissaire aux droits de l'homme a déclaré que les frappes aériennes aveugles effectuées par les forces syriennes et russes contre les quartiers de l'est de la ville avaient entraîné des pertes dont la majorité étaient des pertes civiles. Il a souligné que ces violations constituaient des crimes de guerre et même, à supposer qu'elles aient été commises dans le cadre d'une attaque de grande envergure visant systématiquement les civils, des crimes contre l'humanité.

Au milieu de ces scènes d'apocalypse dans l'est d'Alep, il surgit parfois des lueurs d'espoir, cruelles car elles s'éteignent trop vite. Tout au long de la semaine dernière, après l'annonce bienvenue d'un interruption de toutes les frappes aériennes russes et syriennes à Alep, l'ONU, en coopération avec le Croissant-Rouge arabe syrien, le Comité international de la Croix-Rouge et des organisations non gouvernementales syriennes, a immédiatement pris des dispositions pour évacuer d'urgence les blessés graves et les malades, ainsi que les membres de leur famille, de l'est d'Alep vers le lieu de leur choix. Nos équipes humanitaires courageuses et infatigables, dirigées par le Coordonnateur résident et Coordonnateur de l'action humanitaire à Alep même, ont mené des négociations longues et complexes, y compris de multiples échanges pour préciser les conditions et les garanties.

Je note avec une profonde frustration que les évacuations ont été entravées par divers facteurs, notamment le temps qu'ont mis les représentants et interlocuteurs mêmes de la population de l'est d'Alep à communiquer la liste des patients concernés par l'évacuation sanitaire, ainsi que le refus opposé par le Gouvernement syrien à l'acheminement de fournitures médicales et autres secours dans la partie orientale de la ville.

Malgré ces retards, l'ONU était prête à lancer ses opérations le dimanche 23 octobre. Toutefois, les objections de deux groupes d'opposition armée non étatiques – Ahrar el-Cham et le Bataillon Noureddine Zanki – ont fait capoter ces plans. L'Organisation avait tout mis en œuvre afin d'obtenir des garanties auprès de toutes les parties, tout cela pour que finalement les parties échouent à s'accorder sur leurs conditions respectives quant à la manière dont les évacuations devaient se dérouler. Puis nous n'avons pas pu obtenir des autorités syriennes et russes qu'elles prolongent leur pause. Nos équipes sont restées 24 heures de plus, les bombes tombant à moins de 500 mètres de la ligne de front, puis elles sont parvenus à quitter Alep, déçues et frustrées, tandis que deux membres du Bureau de la coordination des affaires humanitaires et un membre de l'Organisation mondiale de la Santé sont bravement demeurés sur place à Alep, où ils sont encore aujourd'hui, pour tenter de sauver les pourparlers.

Et pour quel résultat? Une fois de plus, les espoirs humanitaires ont été battus en brèche par des parties qui ne placent jamais la vie des civils au-dessus de leurs intérêts politiques et militaires. Par exemple, deux enfants de 9 et 14 ans – souffrant respectivement de problèmes cardiaques et d'une maladie intestinale – devaient être évacués pour recevoir un traitement médical d'urgence, mais ils sont maintenant pris au piège dans l'est de la ville d'Alep. Ce ne sont ni des soldats, ni des sympathisants, pas plus que des militants; ce sont des enfants qui ont un besoin urgent de soins médicaux et nous, la communauté internationale, nous venons d'échouer à les aider. Dieu sait que nous avons essayé, sauf que des intérêts égoïstes et inhumains ont eu le dessus sur l'impératif moral et humanitaire.

Il y aura des plaintes et des accusations tendant à incriminer tel ou tel pour le fiasco des évacuations médicales, mais ceux qui se plaindront et qui accuseront sont ceux-là mêmes qui ont fait primer leurs propres intérêts sur ceux des blessés et des malades, qui ont refusé que quoi que ce soit fût fait hormis à leur manière. Or, il n'était pas possible d'agir à leur manière. Oui, ils pointeront du doigt l'ONU – le seul acteur qui ne soit pas à blâmer dans tout cela – pour tenter de dédouaner les auteurs et ceux qui ont refusé, et de détourner l'attention de leurs odieuses calomnies.

Les besoins humanitaires – la vie d'enfants qui ne sont pas même des adolescents – ne peuvent pas être instrumentalisés à des fins de marchandage politique ou militaire, et pourtant, c'est précisément ce que les parties à ce terrible conflit essaient de faire. Il est indéfendable que les groupes armés retiennent en otage les malades, les blessés et les enfants d'une population pour laquelle ils ont le cynisme de prétendre qu'ils se battent. Il est indéfendable que les frappes aériennes aient repris alors que les donneurs d'ordre savaient que nous avions encore une chance de procéder aux évacuations.

Non seulement les parties au conflit n'ont pas eu la droiture morale d'autoriser les évacuations sanitaires, mais les forces aériennes et navales syriennes et russes n'ont même pas fait preuve de la moindre volonté de protéger les rares installations médicales qui fonctionnaient encore dans l'est d'Alep. Du fait des attaques que subissent constamment les travailleurs de santé et les hôpitaux, la poignée de docteurs encore en vie n'est plus en mesure de faire face. Il reste moins de 30 médecins dans l'est de la ville, et seuls six hôpitaux partiellement fonctionnels sont encore en service. Il n'y a que 11 ambulances qui circulent, ce qui complique encore la tâche de recueillir les blessés sur les lieux des attaques. Pour beaucoup, c'est impossible; ils sont donc livrés à leur sort. Les hôpitaux n'ont pas assez de lits et les réserves de médicaments essentiels – notamment

les anesthésiants, les liquides intraveineux, les vaccins et les fournitures de traumatologie – seront bientôt épuisées. Il y a une telle pénurie de couvertures qu'à la place on utilise des housses mortuaires pour tenir les malades au chaud.

Je vais être clair : l'est d'Alep est assiégé par le Gouvernement syrien. Voilà pratiquement quatre mois que les Nations Unies n'ont pu y faire parvenir aucun secours. La nourriture fait tant défaut que beaucoup doivent se contenter d'une assiette de riz quotidienne pour survivre, et ce qui est disponible sur les marchés locaux se vend à prix d'or. Dans le même temps, les civils sont bombardés par les forces syriennes et russes, et s'ils y survivent, demain ils mourront de faim. La tactique est aussi flagrante qu'intolérable : rendre la vie intolérable; rendre la mort probable; affamer les gens et les pousser au désespoir pour qu'ils capitulent; pousser les gens à partir dans des bus verts.

Les tracts qui sont largués sur l'est d'Alep par des avions syriens et russes opérant dans la zone font froid dans le dos tant l'intention est explicite. On peut y lire : « C'est votre dernier espoir... Sauvez-vous vous-mêmes. Si vous ne quittez pas immédiatement ces zones, vous serez annihilés », et ils se terminent par ces mots : « Vous savez que tout le monde vous a abandonnés. Ils vous ont laissés seuls face à votre destin et personne ne viendra vous aider ». Et il est clair que les pilotes des avions d'où sont larguées les bombes, les généraux qui donnent les ordres et les responsables politiques qui ont conçu la stratégie entendent bien honorer cette effroyable promesse.

Nous avons déjà vu cela se produire, plusieurs fois – à Homs, à Daraya, à Moudamiyé, à Waar et maintenant dans l'est de la ville d'Alep. Ce sera le sort des centaines de milliers de personnes encore prises au piège dans des localités assiégées dans tout le pays. Nous ne saurions accepter un tel monde. Toutes les parties et leurs soutiens doivent mettre fin à ces tactiques médiévales. Toutes les parties et leurs soutiens doivent nous accorder un accès humanitaire sûr – un accès humanitaire et médical soutenu et non politisé – à toutes les personnes qui en ont besoin dans l'ensemble du pays, à celles d'Alep et aux centaines de milliers de personnes prises au piège dans les 17 autres localités assiégées dans le pays. Malgré ce que disent ces tracts odieux, nous devons démontrer à la population syrienne que nous ne l'avons pas abandonnée, qu'elle n'est pas seule face à sa perte et qu'elle ne sera pas anéantie.

Outre l'offensive aérienne contre l'est d'Alep, et malgré un bref arrêt des combats la semaine dernière par les forces aériennes russes et syriennes, des groupes armés non étatiques de l'opposition ont continué de tirer des obus de mortier et d'autres projectiles sur les quartiers civils de l'ouest d'Alep. Au cours de ces seuls derniers jours, des dizaines d'obus ont été tirés sur Hamdaniya, Zahra, Midan et Sulaymaniya. Certains ont atterri tout près de l'hôtel Chahbaa, obligeant les occupants, y compris du personnel des Nations Unies, à se réfugier dans des salles fortifiées. Il a été signalé que, pendant les quatre jours de pause unilatérale, cinq personnes avaient été tuées et 41 blessées, dont trois représentants du Centre russe pour la réconciliation à Alep. En tout, pendant le mois d'octobre, les groupes armés non étatiques de l'opposition ont tiré plus de 184 obus de mortier et autres projectiles sur l'ouest d'Alep, qui auraient tué au moins 100 personnes, y compris 17 femmes et 22 enfants, et blessé 533 personnes.

Alors que la destruction d'Alep – aussi bien sa partie est que sa partie ouest – représente peut-être actuellement le front le plus horrible du conflit, ce n'est pas le seul endroit où les besoins humanitaires continuent d'augmenter à cause des combats qui se poursuivent sans relâche. Des hôpitaux et des écoles, qui sont cruciaux pour la survie et le développement de communautés déjà prises au piège du conflit, continuent d'être pris pour cible et attaqués, aggravant ainsi la crise humanitaire. Les détails précis de ce qui se passe dans d'autres parties de la Syrie sont consignés dans le rapport mensuel du Secrétaire général.

Des installations gouvernementales ont également subi des attaques. À Hama, des groupes armés non étatiques de l'opposition continueraient de s'avancer vers la ville et ne seraient plus qu'à quelques kilomètres des limites de celle-ci. Deux attentats-suicides, visant un point de contrôle gouvernemental et le bâtiment du Parti Baath dans la ville de Hama, ont été signalés le 2 octobre et ont fait de nombreuses victimes.

Chaque mois, j'ai présenté au Conseil de sécurité un compte-rendu de destructions et d'atrocités qui ne cessent de s'aggraver, avec les détails sinistres de la destruction systématique d'un pays et de sa population. J'ai pour tâche de présenter des faits au Conseil, mais je ne peux pas m'empêcher de brûler de rage. Mois après mois, la situation s'aggrave, et aucune mesure n'est prise pour faire cesser la guerre ni les souffrances. Il incombe au Conseil de mettre fin à cette horreur. Il en a la responsabilité ultime. Cette litanie d'horreurs doit

certainement ébranler la conscience morale du Conseil, comme elle le fait dans le reste du monde. La communauté internationale doit certainement s'interroger au sujet de la valeur qu'elle donne véritablement à l'humanité, alors que des quartiers entiers de l'une des villes les plus anciennes du monde risquent d'être anéantis et que leurs habitants sont traités avec un mépris flagrant, comme s'ils n'étaient que des briques et du ciment pulvérisé; alors que la destruction d'hôpitaux est devenue une nouvelle norme; alors que plus de 100 000 enfants sont pris au piège dans des sous-sols et ne peuvent se cacher nulle part ailleurs.

Voilà ce que nous lèguent les parties au conflit et leurs soutiens. Nous ne pouvons pas changer ce qui s'est déjà produit, mais les membres du Conseil peuvent certainement prendre des mesures pour prévenir la répétition interminable des événements qui vont sûrement survenir si le statu quo persiste. À tout le moins, j'engage tous les membres du Conseil qui ont du matériel militaire opérationnel en Syrie à prendre des mesures concrètes pour arrêter le bombardement aérien de zones civiles, afin d'honorer les obligations internationales qu'elles ont contractées et, surtout, afin de protéger les civils et de nous permettre d'acheminer l'aide humanitaire à ceux qui en ont besoin.

Comme cela avait déjà été annoncé le 30 septembre, le Secrétaire général a créé une commission d'enquête interne et indépendante de l'Organisation des Nations Unies chargée d'examiner l'incident horrible survenu le 19 septembre à une opération de secours de l'ONU et du Croissant-Rouge arabe syrien à Ouroum el-Koubra. La commission d'enquête sera dirigée par le général de corps d'armée Abhijit Guha. Le général et son équipe ont travaillé au sein d'organes analogues et ont des compétences spécialisées dans les domaines pertinents pour l'enquête, notamment le droit international humanitaire, les opérations humanitaires, les munitions et les explosifs. La commission a commencé son travail au début de la semaine et doit présenter ses conclusions début décembre. Le rapport de la commission sera un document interne de l'ONU. Toutefois, le Secrétaire général a l'intention de mettre à disposition un résumé des conclusions de la commission. J'exhorte toutes les parties concernées à apporter leur pleine coopération à la commission.

Comme je l'ai déjà dit, les ingérences délibérées et les restrictions imposées par les parties au conflit, le plus notablement par le Gouvernement syrien, continuent d'empêcher l'acheminement efficace de l'aide. Le 19 septembre, l'Organisation des Nations Unies a présenté son plan de convois interinstitutions pour le mois d'octobre, comprenant des demandes pour atteindre quelque 962 000 personnes dans 29 localités assiégées, difficiles d'accès, ou prioritaires et situées au-delà des lignes de front. En fonction des procédures actuelles, on comptait recevoir une réponse vers le 30 septembre. Les autorités syriennes ont répondu le 7 octobre et ont accordé des autorisations totales ou partielles pour 25 localités et 63 % des bénéficiaires ayant fait l'objet des demandes de l'ONU, mais ont refusé l'accès à quatre localités, parmi lesquelles on compte de nouveau l'est d'Alep, ainsi que trois zones rurales de Damas. La semaine dernière, le 18 octobre, le plan de convois interinstitutions pour le mois de novembre a été présenté aux autorités syriennes. Le plan comprend 18 demandes pour atteindre quelque 904 500 personnes nécessiteuses dans 25 zones assiégées ou difficiles d'accès. Une réponse est attendue demain.

Pour remettre les choses dans leur contexte, le mois dernier on n'a pu atteindre que six des 33 localités demandées. En août, seulement quatre convois interinstitutions ont été déployés du fait de l'approbation tardive du plan mensuel, de retards dans la délivrance des lettres de facilitation, de l'exigence d'approbations supplémentaires venant s'ajouter aux deux étapes convenues en avril avec le Gouvernement, du non-respect aux points de contrôle des protocoles convenus, et de l'insécurité. Pour les mêmes raisons, ce mois-ci seulement cinq convois d'aide ont pu être envoyés jusqu'à présent : à Douma le 19 octobre, à Al-Dar al-Kabira le 20 octobre, à Moadamiya dimanche dernier, à Houla lundi et à Waar aujourd'hui.

Dans l'ensemble, au cours des trois derniers mois, l'Organisation des Nations Unies n'a pas pu déployer le premier convoi avant la troisième semaine du mois. En août, le premier convoi à traverser une ligne de front n'a été déployé que le 23 du mois, en septembre le 19, et en octobre le 19 également. Cela signifie qu'aucune aide n'est parvenue à nombre de personnes qui en avaient le plus besoin dans des localités assiégées ou difficiles d'accès pendant les trois premières semaines des trois derniers mois. Et même si les aérolargages se sont poursuivis à Qamichli ces dernières semaines, les aérolargages à Deïr el-Zor ont dû être suspendus, car un bénévole du Croissant-Rouge arabe syrien a été frappé par de la mitraille du fait de bombardements de l'État islamique d'Iraq et du Levant, alors qu'il se trouvait sur le site de collecte.

En outre, la confiscation par les autorités syriennes de médicaments et de fournitures médicales vitales, tels que des trousses chirurgicales, des trousses de soins obstétriques et des kits sanitaires d'urgence, s'est poursuivie sans relâche. Jusqu'à présent cette année, entre janvier et septembre, 220 tonnes de fournitures médicales ont été livrées par les convois interinstitutions aux zones assiégées ou difficiles d'accès. Mais 65 tonnes de médicaments et de fournitures médicales ne l'ont pas été. Ces dernières semaines seulement, les autorités syriennes ont retiré ou ont empêché de charger près de six tonnes de fournitures médicales, surtout du matériel chirurgical, des trousses de traitement de la diarrhée et des trousses de soins obstétriques, des solutions intraveineuses, des anesthésiques, et divers médicaments, s'agissant des convois interinstitutions à Douma le 19 octobre, à Al-Dar al-Kabira le 20 octobre, à Moadamiya le 23 octobre, à Waar le 24 septembre, à Zabadani et à Madaya le 25 septembre, et à Al-Rastan et à Douma – sans succès – les 27 et 28 septembre. Ces restrictions sont non seulement des violations du droit international et des résolutions du Conseil de sécurité, mais aussi des agissements délibérés et cyniques dont le but est d'infliger davantage de souffrances inutiles aux civils qui vivent dans des localités assiégées ou difficiles d'accès.

Dans l'ensemble du pays, près de 8 millions d'enfants ont perdu leurs parents, leur foyer et leur école. Ils ont souffert d'immenses traumatismes affectifs et physiques. Les enfants de l'est d'Alep, assiégé, devaient reprendre l'école fin septembre. Ils ne l'ont pas fait. En revanche, des enfants en état de choc sont retirés des décombres et se tordent de douleur dans des vêtements ensanglantés sur le sol crasseux des hôpitaux. Ils sont contraints de se terrer. Ils ne peuvent pas jouer, ils ne peuvent pas dormir. C'est maintenant la réalité pour 100 000 enfants dans la partie est d'Alep. Dans tout le pays, comme nombreux sont ceux qui le savent, une école sur quatre a cessé de fonctionner. Plus de 52 000 enseignants ont quitté leur travail. Plus de 2 millions d'enfants restent non scolarisés et 400 000 autres risquent d'abandonner leurs études à cause des horreurs de cette guerre impitoyable et féroce qui continue sans relâche. Des centaines de milliers d'enfants syriens sont devenus apatrides. Peu importe que nous soyons nombreux à essayer de leur tendre la main et que nous le ferions si nous le pouvions; ces enfants qui, tant bien que mal, ne font que survivre, ont le sentiment que le monde les a abandonnés et les laisse faire face seuls à leur avenir.

Quel avenir ces enfants – analphabètes, devenus orphelins, affamés et mutilés – ont-ils? Quel avenir un pays a-t-il quand sa prochaine génération est une génération perdue? Ces enfants ne peuvent s'offrir le luxe d'attendre qu'un autre accord de Genève, de Vienne ou de Lausanne porte ses fruits. Ils ont besoin de notre protection maintenant. Qu'est-il advenu de « plus jamais »? Qu'est-il advenu de notre engagement à protéger les plus vulnérables, ceux qui doivent faire face à des atrocités massives? Qu'est-il advenu de la responsabilité du Conseil d'agir de manière opportune et résolue? La façon dont le monde a abordé la situation en Syrie jusque-là n'est certainement en rien opportune ou résolue. La communauté internationale ne peut négliger les enfants à Alep comme il l'a fait à Srebrenica, au Cambodge et au Rwanda.

Il ne s'agit pas aujourd'hui de se demander si les membres du Conseil savent ce qui se passe – nous le savons hélas avec précision. La question qu'ils doivent se poser aujourd'hui, c'est : Que ferons-nous? Quelles mesures prendrons-nous pour nous assurer que les personnes qui en ont cruellement besoin obtiennent de l'aide? Les humanitaires sont prêts à continuer d'acheminer une aide à quiconque en a besoin, sans exception, mais ce n'est pas suffisant. Il faut prendre des mesures, et rendre possible un accès sûr. Pour cela, la violence doit cesser, et les membres du Conseil ont le pouvoir d'y mettre fin. Si le Conseil ne prend pas de mesures, il n'y aura pas de Syriens ou de Syrie à sauver – ce sera l'héritage du Conseil, qui fera honte à notre génération. Il appartient aujourd'hui aux membres du Conseil de suivre la bonne voie et de prévenir la tragédie irréversible de notre époque qui s'annonce.

M. Rosselli (Uruguay) (*parle en espagnol*) : Je tiens tout d'abord à remercier le Secrétaire général de son rapport (S/2016/873) et le Secrétaire général adjoint, M. O'Brien, de son exposé, même si ce dernier nous laisse encore plus angoissés qu'avant.

Notre délégation prend une nouvelle fois la parole en partant du principe que nous avons la responsabilité, en tant que membre élu du Conseil de sécurité, de faire part à ceux qui sont nos électeurs, les États Membres présents ici, notre avis sur la situation à l'examen, même si elle n'a pas vraiment changé depuis la dernière fois que nous en avons parlé. Les gens ont parfois tendance à croire que beaucoup de choses sont faites dans le cadre des consultations. Pour gagner du temps, je pourrais reprendre aujourd'hui la déclaration que j'ai faite le mois dernier (voir S/PV.7780), mais je ne pense pas que ce

soit le cas car à chaque fois que nous nous réunissons, la situation est encore plus dramatique. Quand nous nous sommes réunis il y a quatre mois, au sujet de la Syrie je pense, nous avons rappelé les mots employés par le poète américain Robert Allen Zimmerman dans une formule bien connue :

(*l'orateur poursuit en anglais*)

> « Combien faut-il de morts pour qu'il comprenne que beaucoup trop de gens sont morts? »

(*l'orateur reprend en espagnol*)

Le seul fait positif de ces quatre derniers mois est que M. Zimmerman, Bob Dylan, s'est vu décerner le prix Nobel de littérature. C'est la seule bonne nouvelle à cet égard.

Le scénario est de plus en plus décourageant. Nous continuons de voir une bataille rangée au cours de laquelle des milliers de civils sans défense ont perdu la vie, otages d'une situation dans laquelle ils ne sont ni les auteurs, ni les coauteurs, ni les complices. C'est simplement la réalité, contrôlée par ceux qui manipulent leurs intérêts dans cette partie du monde.

Nous considérons que les nombreuses initiatives menées en faveur d'un dialogue sur la Syrie le sont précisément face à l'incapacité du Conseil d'apaiser la situation. L'Assemblée générale a ainsi tenu une réunion informelle à ce sujet. La Nouvelle-Zélande est à l'origine d'une initiative, appuyée par un grand nombre d'entre nous, pour trouver des points de convergence dans le but d'améliorer de quelque manière que soit la situation sur le terrain, d'avoir un quelconque effet pour que les bombes cessent de tomber, que les gens ne meurent plus inutilement.

Nous allons appuyer toutes ces initiatives car nous devons, en réponse au sentiment d'impuissance, faire quelque chose. Il est difficile de continuer de répéter nos discours, d'énoncer des principes du droit international humanitaire mais de ne pas les mettre en pratique. Il est difficile de continuer de répéter que les hostilités doivent cesser immédiatement, que les civils doivent être protégés et les principes du droit humanitaire respectés. Il y a quelques jours, notre collègue vénézuélien a dit que, dans cette crise, la responsabilité est partagée par tous les membres du Conseil de sécurité mais pèse davantage sur certains qui appuient ou financent l'une quelconque des parties au conflit. Ceux-ci assument la plus grande responsabilité de ce qui est, en définitive, un abattoir.

M. van Bohemen (Nouvelle-Zélande) (*parle en anglais*) : L'exposé d'aujourd'hui montre une nouvelle fois l'horreur de la situation en Syrie. Après près de six années, le conflit devient encore plus atroce et choquant. La situation actuelle dans la partie est d'Alep, où la présence de quelques centaines de terroristes sert de prétexte à des attaques aveugles qui apportent souffrances et mort à plus de 250 000 civils, touche un nouveau fond extrêmement inquiétant. Nous devons nous demander comment la situation a pu autant se détériorer mais, surtout, ce que nous allons faire à ce sujet?

Apporter des secours humanitaires à la population syrienne reste une priorité absolue. La Nouvelle-Zélande continuera de travailler avec l'Espagne et l'Égypte pour conduire conjointement l'examen par le Conseil des questions humanitaires en Syrie. Il faut cependant que chacun comprenne bien que, même si, par un quelconque miracle, le Gouvernement syrien décidait de fléchir ses actes délibérés d'obstruction de l'aide humanitaire – et il y a selon nous peu d'espoir qu'il le fasse – cela ne saurait apporter grand-chose sur le terrain, à moins que les bombes ne cessent de tomber et que la cessation des hostilités soit rétablie.

C'est cette réalité fondamentale qui a amené la Nouvelle-Zélande à insister pour que les membres du Conseil laissent de côté la récente successions d'efforts qui ont échoué et se concentrent sur ce que le Conseil peut convenir de faire maintenant pour contribuer à mettre fin au massacre et préparer le terrain pour une action humanitaire et un retour au dialogue. Nous savions que ce ne serait pas facile et que diverses voix essaieraient de nous faire reculer. Malgré cela, nous considérions qu'il était de notre responsabilité, en tant que membre du Conseil, d'essayer de trouver un moyen pour que le Conseil agisse. L'incapacité persistante des membres les plus puissants du Conseil de s'attaquer à cette question avec efficacité n'est rien de moins que dramatique. La géopolitique prend le pas sur les personnes et, une fois de plus, empêche de se mettre d'accord sur une action internationale efficace.

Nous sommes consternés par le fait que la Russie ne renoncera pas à l'assaut qu'elle mène actuellement dans la partie est d'Alep assez longtemps pour permettre aux germes de la paix de commencer à prendre racine, ou n'usera pas de son influence pour que le Gouvernement syrien change d'attitude. Les pauses humanitaires peuvent donner une faible lueur d'espoir mais, pour le moment, le bombardement de la partie est d'Alep et de sa population civile ont repris. Ce bombardement

est impitoyable, cruel et aveugle. Il va radicalement à l'encontre du droit international humanitaire. Il doit cesser. Nous devons également exprimer notre vive déception en ce qui concerne le refus d'autres membres permanents de participer sérieusement à l'examen de la disposition clef de notre projet de résolution relative aux mesures efficaces que le Conseil pourrait prendre, en se contentant d'insister sur des formulations qui s'étaient déjà avérées inacceptables.

Cette semaine, nous avons été confrontés à une situation curieuse : l'une des parties au débat affirmait que le paragraphe clef du projet de résolution (S/2016/846) que nous avions présenté n'était pas acceptable parce qu'il entendait mettre fin à toutes les frappes aériennes sur Alep, tandis que l'autre soutenait qu'il n'était pas acceptable parce qu'il n'y mettrait pas fin. Il est impossible que les deux parties aient raison. Et pourtant, pour le moment, il semble impossible de naviguer les écueils de ces deux positions contradictoires.

Nous comprenons bien que présenter un troisième projet de résolution en trois semaines ne servirait personne – et surtout, ne servirait en rien le peuple syrien. Mais le problème que nous cherchons à régler n'a pas disparu, et nous non plus. Nous allons continuer d'insister jusqu'à ce que des mesures politiques efficaces soient prises pour mettre fin à la catastrophe en cours, et notre projet restera disponible pour servir de base à une éventuelle action du Conseil. Mais pour qu'une telle action soit efficace, il faut que le Conseil fasse preuve d'unité et se montre à la hauteur des responsabilités que lui a attribuées la Charte. Nous savons que les divisions sur cette question sont profondes et traduisent les tristes réalités de la situation internationale actuelle, et qu'il est impossible d'esquiver ces réalités, mais le Conseil doit être davantage qu'une caisse de résonance des faits nouveaux qui surviennent ailleurs. Il nous faut à tout le moins être prêts à tenter de passer outre les divisions et la méfiance actuelles. Si nous ne nous y employons pas, l'histoire jugera durement la performance du Conseil et de ses membres face à la tragédie syrienne.

Les acteurs à même d'exercer une influence sur les parties sur le terrain, ainsi que ceux qui sont directement impliqués dans le conflit, endossent une part de responsabilité du massacre en cours. Mais les membres du Conseil endossent tous une part de responsabilité s'agissant de la manière dont le Conseil intervient, ou se montre incapable d'intervenir.

Le Président (*parle en russe*) : Je vais à présent faire une déclaration à titre national, en ma qualité de représentant de la Fédération de Russie.

Cela signifie que je vais devoir évoquer la déclaration de M. O'Brien. Mes collègues au sein du Conseil ont peut-être remarqué que la Russie s'efforce de ne pas critiquer les dirigeants de l'ONU. Nous faisons d'énormes efforts à cet égard lorsque nous collaborons avec les personnels humanitaires des Nations Unies, notamment sur le terrain. Nous comprenons la difficulté et la dangerosité de leur travail et les conditions difficiles dans lesquelles il leur faut souvent travailler en Syrie. Sur place, ils sont en contact permanent avec notre ambassade, laquelle fait tout ce qu'elle peut pour les aider à obtenir des résultats concrets dans le cadre de leurs efforts humanitaires sur le territoire syrien. Mais la déclaration de M. O'Brien aujourd'hui m'oblige à faire certains commentaires critiques, notamment sur son sourire dédaigneux lorsqu'il a suggéré que le personnel de l'ONU était infaillible. Je ne crois pas qu'il y ait matière à sourire.

Si nous voulions entendre un prêche, nous irions à l'église. Si nous voulions entendre de la poésie, nous irions au théâtre. Lorsque nous invitons des fonctionnaires des Nations Unies, en particulier de hauts responsables du Secrétariat, au Conseil de sécurité, nous attendons une analyse objective des faits, ce qui, à l'évidence, n'est pas ce que M. O'Brien nous a présenté. J'ai diverses choses à dire qui n'ont pas été abordées dans sa déclaration quelque peu verbeuse.

Grâce au travail actif des experts russes, le nombre de collectivités syriennes qui ont adhéré au cessez-le-feu s'élève à présent à 847. Près de 70 groupes d'opposition ont déclaré qu'ils allaient se joindre à la cessation des hostilités. Les négociations se poursuivent avec les commandants des groupes armés dans les gouvernorats de Homs, Hama, Alep et Qouneïtra. La Russie fournit aux Syriens une assistance humanitaire en coordination avec le Gouvernement et les organisations sociales. Nos partenaires étrangers se sont associés à nos efforts. Plusieurs tonnes de nourriture et d'équipement médical ont été fournies, notamment avec la participation du Centre russe pour la réconciliation des parties belligérantes, à Hmeïmim.

La Russie continue de faire tout ce qui est en son pouvoir pour soulager la situation des résidents d'Alep, dont les quartiers orientaux sont pris en otages par des groupes armés, à la tête desquels se trouve le Front el-Nosra, un groupe terroriste. La semaine dernière, en

réponse à un appel des Nations Unies et en signe de bonne volonté, la décision a été prise de cesser tous les vols militaires russes et syriens dans la région d'Alep, à partir du 18 octobre à 10 heures, heure locale. Les avions restent au minimum à 10 kilomètres de la ville, et le moratoire sur ces vols en est à présent à son huitième jour.

M. O'Brien n'a pas dit un mot sur ce moratoire. Sa déclaration laissait entendre que les frappes aériennes n'avaient pas arrêté un seul jour, voire qu'elles étaient peut-être en train de se poursuivre en ce moment-même. S'il détient des preuves de ces frappes aériennes, qu'il les présente. En d'autres termes, s'il veut contredire l'affirmation selon laquelle il n'y a pas eu de frappe aérienne depuis huit jours, je lui demande de le prouver. S'il n'a aucune preuve pour contredire le fait qu'il n'y a eu aucune frappe aérienne en huit jours, c'est toute sa déclaration qui en devient malhonnête. Il a parlé de l'est d'Alep comme si la zone subissait en permanence des attaques à l'arme chimique. Je lui demande de présenter ne serait-ce qu'un seul fait avéré à cet égard. Il faut qu'il comprenne qu'il n'est pas ici pour raconter une histoire fantastique mais pour présenter un rapport sur la réalité d'une situation donnée. À l'entendre, les résidents de l'est d'Alep restent assis là, convaincus qu'une arme chimique pourrait à tout moment exploser au-dessus de leurs têtes. Qu'il nous présente ne serait-ce qu'un seul fait pour étayer ses dires, ou bien qu'il laisse ce type de narration au roman qu'il finira peut-être par écrire un jour.

Pendant trois jours, à compter du 20 octobre, une pause humanitaire de 11 heures a été mise en place chaque jour, avant d'être reconduite un jour de plus. Cependant, la situation à Alep est exacerbée par le fait que la séparation, que l'on nous promet depuis longtemps, entre l'opposition modérée et le Front el-Nosra n'a toujours pas eu lieu. La partie américaine ne s'est pas acquittée de son obligation à cet égard. Selon l'explication spécifique qui a été donnée, il faudrait sept jours pendant lesquels aucun vol ne serait effectué pour séparer les modérés des terroristes. Le moratoire russe et syrien sur les vols militaires à Alep en est à présent à sa huitième journée, et les modérés et les terroristes n'ont toujours pas été séparés. Nous espérons que des pourparlers organisés selon le format utilisé à Lausanne pourront faire évoluer les choses dans ce sens.

Durant la trêve humanitaire, une tentative a été faite d'organiser l'évacuation médicale dont les personnels humanitaires des Nations Unies prétendent constamment qu'elle est indispensable. Des bus et des véhicules médicaux ont été préparés pour transporter les malades et les blessés. Pour les civils qui voulaient quitter la ville, six couloirs humanitaires ont été équipés de postes proposant de la nourriture chaude et des premiers secours. Des lits supplémentaires ont été installés dans les hôpitaux de l'ouest d'Alep. Pour permettre aux militants de quitter la ville et de se rendre sans entrave jusqu'à la frontière turque ou jusqu'à Edleb, deux couloirs ont été ouverts dans la zone de la route du Castello et du marché Souq Al-Hai. L'état-major de l'armée syrienne a reculé ses contingents jusqu'à une certaine distance par rapport aux couloirs de sortie, de manière que les combattants puissent quitter Alep en toute sécurité et éviter d'éventuelles provocations.

Comment les choses se sont-elles déroulées depuis lors? Quatre jours plus tard, les représentants des Nations Unies ont soudain annoncé que seules deux personnes avaient accepté de quitter la ville. Et puis ces deux personnes ont apparemment changé d'avis. Qu'est-il advenu des 200 malades et blessés dont on nous avait assuré qu'ils avaient un besoin urgent d'assistance, et dans l'intérêt desquels il avait été demandé à la Russie de cesser les frappes aériennes? Plutôt que de nous permettre de mener une évacuation médicale, les groupes armés illégaux ont commencé à exiger que des antalgiques et des antibiotiques soient livrés dans l'est d'Alep, et que les militants blessés reçoivent une aide médicale. Le Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie – qui, dernièrement, a pour ainsi dire abandonné la direction fondamentale de son travail, c'est-à-dire un règlement politique, pour s'engager de son propre chef sur une voie parallèle – n'a rien trouvé à redire à cela. Pour être honnête, nous ne comprenons pas qui est à la tête des efforts des Nations Unies en Syrie. M. O'Brien ou M. Egeland? M. Egeland donne à tout le monde l'impression que c'est lui, en réalité, qui est responsable de l'action humanitaire dans cette zone cruciale. Et le personnel des Nations Unies en Syrie est en plein désarroi.

L'opposition armée qui se mélange aux terroristes a bloqué les corridors humanitaires et fait en sorte qu'ils soient visés par des tirs. Les djihadistes organisent des exécutions préparées comme des spectacles. Profitant de l'accalmie, les insurgés ont commencé à se ressaisir et à préparer des offensives actives qui visent à percer la ligne de front. Les combattants du Front el-Nosra et des entités associées ont rejeté les offres de l'Envoyé spécial, M. Staffan de Mistura, qui proposait de garantir leur sortie d'Alep. Dès le 21 octobre, le commandant des

opérations du Bataillon Noureddine Zanki, sans attendre la fin de la trêve humanitaire, a annoncé le lancement de la bataille décisive d'Alep, et un communiqué de presse publié conjointement par les représentants de la Coalition nationale syrienne et de l'Armée syrienne libre a vivement critiqué l'initiative humanitaire des Nations Unies.

Les groupes armés illégaux, ainsi que le conseil local d'Alep, ont une nouvelle fois montré qu'ils préféraient se servir des résidents comme d'une monnaie d'échange et les utiliser comme des boucliers humains derrière lesquels se dissimuler. En l'occurrence, cette évidence n'est jamais évoquée ni dans les rapports du Secrétaire général ni dans les exposés de M. O'Brien. Les promoteurs étrangers qui sont intégrés aux groupes rebelles dans l'est d'Alep ne peuvent pas ou ne veulent pas exercer une influence positive sur les insurgés pour les convaincre de mettre un terme aux tirs d'artillerie, de libérer les civils ou de partir. En outre, ces groupes continuent de recevoir des armes et des munitions, notamment des missiles antichar TOW et des systèmes portables de défense anti-aérienne fabriqués aux États-Unis.

Nous devons malheureusement en conclure que l'ONU n'a pas correctement réfléchi à son opération de transport des malades et des blessés. Dans le cadre de son travail avec les groupes d'opposition et le conseil local, l'ONU a agi de façon désorganisée. En outre, l'ONU n'a pas exercé une pression sur ceux qui appuient les groupes armés illégaux pour amener ceux-ci à coopérer avec le personnel humanitaire. Dans le même temps, nous avons constaté des tentatives visant à faire porter la responsabilité de ces problèmes à d'autres. Nous avons entendu des déclarations totalement infondées selon lesquelles les blessés auraient peur de quitter la partie orientale d'Alep, par crainte de soi-disant représailles de la part du Gouvernement syrien. On a commencé à nous demander des garanties de sécurité supplémentaires pour les personnes évacuées, mais on oublie que ces garanties avaient déjà été données depuis longtemps.

Nous avons ainsi raté une autre véritable occasion de normaliser la situation à Alep. Nous sommes très déçus par les insuffisances des membres du personnel des Nations Unies. Après avoir demandé l'aide de la Russie pour mettre en œuvre leurs initiatives mal conçues, ils se sont montrés incapables de faire leur travail au moment décisif. Nous avons parfois payé très cher ce manque de professionnalisme. Le 20 octobre, trois agents du centre de réconciliation de Hmeïmim ont été blessés dans l'exercice de leurs fonctions alors qu'ils préparaient les évacuations médicales. Le 24 octobre, M. O'Brien a fait une déclaration dans laquelle il a prétendu que la responsabilité de l'échec des mesures d'évacuation revenait au conseil local d'Alep, aux rebelles syriens et au Gouvernement, au même titre. À cet égard, il convient de rappeler que les objections soulevées par Damas ne concernaient que les liens artificiels établis entre l'évacuation médicale et la fourniture de médicaments. En général, le Gouvernement a fait preuve de bonne volonté et d'un esprit constructif. Par ailleurs, nous avons coopéré très étroitement avec le Gouvernement.

Nous sommes toujours disposés à coopérer avec les organismes humanitaires des Nations Unies pour toutes les questions relatives à la fourniture d'une assistance aux personnes qui en ont besoin. Dans le même temps, nous attendons toujours que l'opposition et ses soutiens fassent des effort sérieux, car jusqu'à présent, ils n'ont fait que créer des obstacles, perturber les opérations humanitaires et menacer le personnel humanitaire. À l'avenir, nous pensons qu'il serait souhaitable de décréter des pauses humanitaires seulement après avoir reçu des garanties fermes de la part de l'ONU qu'elle est prête à effectuer les évacuations médicales.

Nous ne comprenons pas l'attitude négative de certains de nos partenaires et malheureusement, de certains représentants des Nations Unies, par rapport à la pacification locale. C'est grâce à cette pratique que le siège imposé à Darayya a pu être levé – un cas exemplaire de réussite –, et c'est cette pratique qui nous permettra de normaliser la situation en concluant directement des accords avec les populations locales. Cependant, à l'heure actuelle, seuls des insurgés intransigeants, qui ne sont pas prêts à déposer les armes – principalement des membres de l'État islamique d'Iraq et du Levant (EIIL) et du Front el-Nosra –, sont évacués. Les civils pacifiques restent à la maison.

De quels déplacements forcés parle-t-on? On dirait que certains veulent que la situation humanitaire dans les villes problématiques reste dans l'impasse. Peut-être que certains veulent jouer le jeu des insurgés et renforcer leur position. Ceux qui affichent une attitude aussi hypocrite ne se soucient guère du sort des populations.

En dépit des promesses faites par certains membres du Groupe international de soutien pour la Syrie selon lesquelles ils allaient collaborer avec les terroristes d'Ahrar el-Cham, les enclaves chiites d'Al-Fu'ah et de Kafraya font toujours partie des zones

les plus problématiques. On n'arrive pas à convaincre la Turquie d'ouvrir le passage au niveau de la frontière Nusaybin-Qamichli, ce qui fait que l'aide humanitaire destinée à la province d'Hassakah doit être acheminée par voie aérienne.

On ne peut pas discuter de la situation humanitaire en Syrie sans parler des sanctions économiques et commerciales unilatérales imposées à Damas. Les victimes de ce blocus sont les Syriens ordinaires qui sont en état de siège en raison de la détérioration continue de l'infrastructure socioéconomique du pays, qui était de très bonne qualité avant le conflit.

Nous ne pouvons pas souscrire à la conclusion du rapport du Secrétaire général (S/2016/873), selon laquelle on ne peut pas faire des progrès sur le volet politique tant que la cessation des hostilités ne sera pas rétablie. Cela va à l'encontre de la résolution 2254 (2015), qui n'établit pas un tel lien. Un règlement politique doit être la priorité absolue, aussi bien pour le Secrétariat de l'ONU que pour le Conseil de sécurité. Cela vaut également pour la lutte contre le terrorisme. Nous devons adopter une approche cohérente pour résoudre les questions fondamentales et cette approche ne doit pas varier en fonction de l'humeur géopolitique de telle ou telle capitale.

Pour terminer, je voudrais dire quelques mots à propos de l'initiative de la Nouvelle-Zélande. Nous remercions la délégation néo-zélandaise d'avoir essayé de trouver une position autour de laquelle tous les membres du Conseil de sécurité pourraient se rallier et qui pourrait en quelque sorte nous permettre de progresser vers un règlement politique en Syrie et de remédier à la situation humanitaire. Mais toute tentative de ce genre doit répondre à une question fondamentale – comment peut-on, dans le cadre de cette proposition, continuer à lutter contre le terrorisme?

À notre avis, nous sommes tous d'accord sur les positions fondamentales – elles sont énoncées dans les résolutions adoptées à l'unanimité par le Conseil –, à savoir qu'il faut priver les terroristes d'asile en Syrie et en Iraq et que le régime de cessez-le-feu ne doit pas s'appliquer à l'EIIL et au Front el-Nosra, qui sont des organisations terroristes. Autrement dit, que les régimes de cessez-le-feu soient appliqués ou non, nous devons continuer à lutter contre les terroristes. Nous avons constaté avec regret que lorsque ces régimes ont été introduits, les terroristes et un certain nombre d'organisations qui coopèrent avec eux ont pu se regrouper, se renforcer et relever le niveau de leurs opérations militaires. Si l'on pouvait élaborer un projet de texte qui nous permettrait de mener une lutte à grande échelle contre les terroristes tout en améliorant la situation humanitaire et en progressant vers un règlement politique, nous serions tous très reconnaissants.

Je reprends à présent mes fonctions de Président du Conseil.

Mme Power (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Je n'avais pas prévu de prendre la parole aujourd'hui. Je pensais que nous allions poursuivre le débat à huis clos, entre nous, dans le cadre des consultations, au lieu de nous adresser à la galerie. Mais je suis contrainte de prendre la parole compte tenu de la déclaration faite par le représentant de la Russie et des critiques formulées à l'encontre de l'ONU, qui essaie en toute bonne foi d'atteindre des populations qui ont désespérément besoin d'aide et qui, à mon avis, n'a pas dénoncé suffisamment le comportement d'un certain membre permanent du Conseil de sécurité. L'ONU s'efforce sans relâche de coopérer avec les groupes armés, avec les pays qui essaient d'user de leur influence et avec la Fédération de Russie et n'a jamais été vraiment informée des plans de la Fédération de Russie. La Russie décide qu'elle va prendre une pause, décide que la pause est terminée et met l'ONU et la communauté internationale devant le fait accompli, alors que ce sont les membres du personnel des Nations Unies qui sont là sur le terrain, exposés à des risques, et qui essaient de conclure des arrangements dans l'intérêt des plus vulnérables.

Je voudrais réagir en faisant quelques observations. Je pense que ce que nous venons d'entendre concernant le projet de résolution déposé par la Nouvelle-Zélande (S/2016/846) est que si l'on pouvait présenter un projet de résolution qui entérine ce que la Fédération de Russie est en train de faire, celle-ci l'appuierait volontiers. Le représentant de la Nouvelle-Zélande doit garder cela à l'esprit. Je tiens à dire – parce que le bombardement de la partie ouest d'Alep à partir de la partie est d'Alep fait partie des sujets mentionnés par le Secrétaire général adjoint et que l'Ambassadeur de la Fédération de Russie a également évoqué longuement cette question – que nous condamnons le bombardement des zones civiles dans la partie occidentale d'Alep. C'est scandaleux. Est-ce que la Russie est prête à condamner toutes les frappes aériennes visant la partie orientale d'Alep? Est-ce que la Russie pense que tous les enfants qui sont tués dans l'est d'Alep sont également membres d'Al-Qaida? C'est

donc ainsi – dès que vous sortez de l’utérus, vous êtes un membre d’Al-Qaida?

Bien sûr, la Russie ne peut pas condamner les bombardements et les frappes aériennes systématiques qui prennent pour cible la partie orientale d’Alep, parce que c’est la Russie qui bombarde systématiquement la partie orientale d’Alep et parce que c’est la Russie qui a apporté dans ce conflit des armes que même le régime syrien, connu pour sa brutalité, n’avait jamais utilisées auparavant. Je parle des armes anti-bunker, qui sont utilisées pour tirer sur des familles entassées et sur des hôpitaux, qui ont dû être reconstruits dans les profondeurs du sous-sol. Ces armes sont utilisées pour atteindre des personnes enfouies sous terre. Elles ne sont pas utilisées pour lutter contre les terroristes, mais pour conquérir militairement la partie orientale d’Alep en faisant céder les civils et en les forçant à se rendre.

Ce qui est remarquable et alarmant au sujet de la déclaration que nous avons entendue aujourd’hui est que ce que la Russie attend réellement de l’ONU, ce sont des félicitations. Félicitations, Russie, vous n’avez pas utilisé d’armes incendiaires pendant quelques jours. Merci de ne pas utiliser des bombes à sous-munitions dans les zones civiles. Merci de tempérer la brutalité des armes anti-bunker. On ne félicite personne et on n’attribue à personne le mérite de ne pas avoir commis des crimes de guerre pendant une journée ou une semaine. Ce n’est pas ainsi que le système international fonctionne, et il ne devrait fonctionner jamais ainsi. Si on veut un signe des intentions de la Russie – comme l’a indiqué le Secrétaire général adjoint, M. O’Brien –, on n’a qu’à voir les tracts qui ont été largués par des avions russes et syriens. Ce qui est dit au Conseil est si bienveillant que l’on croirait que la Russie c’est comme la Croix-Rouge.

Et puis il y a ce tract, qu’ils ont largué sur le théâtre des opérations où vivent actuellement des civils désespérés. Je vais lire ce qui est écrit dans ce tract :

« Ceci est votre dernière chance. Sauvez vos vies. Si vous ne quittez pas ces zones immédiatement, vous serez anéantis. Nous avons ouvert pour vous une voie de sortie sécurisée. Décidez-vous vite. Sauvez vos vies. Vous savez que tous vous ont abandonnés et vous ont laissés seuls face à votre sort. Personne ne vous viendra en aide ».

L’Ambassadeur russe peut-il dire officiellement que la Russie n’a rien à voir avec ces tracts largués par des avions russes et syriens? Je demande aux membres du Conseil qui soutiennent le régime syrien s’ils soutiennent aussi ce tract? La Russie ne peut pas tout avoir : prétendre se préoccuper du bien-être des habitants de l’est d’Alep et menacer dans le même temps d’anéantir ceux qui restent chez eux.

Le représentant de la Russie a annoncé que six couloirs humanitaires ont été ouverts et il a exhorté les gens, y compris ceux qui sont armés, ainsi que les équipes d’évacuation sanitaire, à les emprunter. Nous avons œuvré d’arrache-pied avec l’ONU et d’autres et essayé d’user de toute notre influence pour que de tels couloirs existent. Voici le défi qui se posait à nous. Les familles des blessés nécessitant d’être évacués ou, comme cela a été dit aujourd’hui, « les soi-disant blessés » – ce ne sont pas des soi-disant blessés; ils ont été blessés par vos bombes, Monsieur – étaient terrifiés, bien que leurs blessures soient graves et potentiellement fatales. Elles étaient terrifiées à l’idée de mettre leur sort entre les mains de ceux qui ont bombardé leurs quartiers. C’est un fait malheureux, mais pas insensé. Comment aurions-nous réagi si nous nous trouvions là-bas, soumis à un siège, alors que les Russes et le régime syrien refusent de laisser entrer des denrées alimentaires depuis le 7 juillet, qu’un tract nous menaçant d’anéantissement était largué, et qu’on nous dise : « Voilà quels sont les six couloirs que vous devez emprunter. Venez et faites-nous confiance. Nous avons un objectif humanitaire; nous voulons vous aider avec vos problèmes médicaux ».

Nous avons soutenu cette initiative parce nous désespérions tellement, nous aussi, de sauver ces personnes, et que nous voulions aider l’Organisation mondiale de la Santé et l’ONU dans leurs efforts tactiques sur le terrain. Ce n’est pas parce que ces personnes sont terrifiées à l’idée de finir comme les gens sur les photos prises par « César », qu’elles sont pour autant des soi-disant blessés. Ces personnes sont blessées, désespérées et craignent d’être pulvérisées par la Fédération de Russie et le régime syrien.

Aujourd’hui nous avons beaucoup parlé des deux parties d’Alep, mais le Secrétaire général adjoint, M. O’Brien, a aussi évoqué le bombardement qui s’est produit à Edleb. Je demande aux membres du Conseil qui ne l’ont pas encore fait – et bien que cela soit très pénible – de jeter un coup d’œil sur les images de ce qui s’est passé à Hass aujourd’hui. Regardez ces enfants avec leurs sacs-à-dos, figés, alors qu’ils tentaient de rejoindre leur école juste avant qu’elle ne soit bombardée par la Fédération russe ou le régime syrien. Plus d’une dizaine de bombes à parachute sont tombées sur une école aujourd’hui. Nous ne parlons pas du passé. Ce n’est pas

Srebrenica, il y a 20 ans. Ce n'est pas le Rwanda, il y a 22 ans. C'est Grozny, sauf que cela se passe aujourd'hui et dans l'est d'Alep.

L'Ambassadeur de la Fédération de Russie a dit que quand on veut entendre des sermons, on va à l'église. Étant donné ce qui se passe, je pense qu'il serait bon que davantage de personnes aillent à l'église.

M. Rycroft (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Vous avez dit, Monsieur, que l'ONU devait s'en tenir aux faits. Aujourd'hui, M. O'Brien s'en est religieusement tenu aux faits. Le problème pour vous, Monsieur le Président, est qu'il s'agit de faits que vous n'aimez pas. Je voudrais simplement répéter trois des faits décrits par M. Stephen et que j'ai notés. Il s'agit de faits, de réalités, qui contrastent nettement avec ce qu'a dit la Russie, qui relève du théâtre de l'absurde, du surréalisme et de la fantaisie.

Le premier est qu'Alep est devenue un zone de massacre, avec 400 personnes – dont beaucoup d'enfants – tuées depuis le dernier exposé de Stephen au Conseil (voir S/PV.7780). Le deuxième est que les forces syriennes et russes n'ont pas protégé les installations médicales et ont, en fait, délibérément attaqué les hôpitaux. Le troisième fait concerne le sinistre tract dans lequel il est dit « C'est votre dernière chance. Vous serez anéantis ». Ce sont là trois faits. Tout ce que Stephen a dit corrobore mes informations et porte sur des faits, mais ce ne sont pas des faits qui sont au goût de la Russie. Il est affligeant de voir jusqu'où la Russie est prête à s'abaisser pour défendre l'indéfendable.

Que faut-il faire maintenant pour permettre l'accès humanitaire? Il faut faire trois choses. La première, c'est d'arrêter immédiatement les bombardements – comme Stephen l'a dit – et partout : à Edleb, dans l'est d'Alep et dans toute la Syrie. La deuxième, c'est que la Russie use de son influence auprès du régime syrien pour qu'il coopère avec tous les organismes de secours qui tentent d'apporter de l'aide en Syrie. La troisième, c'est de permettre des pauses humanitaires réelles et véritables qui soient suffisamment longues et coordonnées avec l'ONU pour que l'aide puisse entrer et que ceux qui ont besoin d'une évacuation sanitaire soient évacués.

Que devons-nous faire, en tant que Conseil de sécurité, à cet effet? Je suis totalement d'accord avec à peu près tout ce qu'a dit le représentant de la Nouvelle-Zélande. Comme Gerard, je suis horrifié de voir que la Russie refuse de céder. Je suis indigné que la Russie use de son droit de veto pour bloquer un projet de résolution parfaitement raisonnable et modéré. En revanche, je ne suis pas d'accord avec Gerard quand il dit qu'il y a en quelque sorte une symétrie entre ceux qui bloquent pour une raison et ceux qui bloquent pour une autre. Il n'y a pas de symétrie entre ceux d'entre nous qui demandent la fin des bombardements et ceux qui disent que les bombardements doivent se poursuivre. Le Royaume-Uni appuyera toute initiative visant à faire cesser les bombardements et tout projet de résolution disant clairement que la première des choses c'est que les bombardements cessent. Nous ne devrions pas essayer de trouver un point médian entre ceux qui prônent la cessation des bombardements et ceux prônent le contraire. C'est impossible, et nous ne devrions même pas essayer.

Enfin, le point sur lequel je suis d'accord avec Vitaly concerne la lutte contre le terrorisme. Je crois que nous sommes tous d'accord là-dessus. Nous voulons tous voir le terrorisme vaincu en Syrie et partout ailleurs. Ce n'est pas ce qui nous divise, mais là n'est pas le vrai problème. À notre avis, il y a environ 200 terroristes du Front el-Nosra dans l'est d'Alep. La Russie a un avis légèrement différent et affirme que leur nombre avoisine le millier. Prenons le chiffre avancé par la Russie, soit 1 000 terroristes. Ce n'est encore qu'un centième du nombre d'enfants se trouvant dans la partie est d'Alep. Il y a 100 000 enfants dans l'est d'Alep. Si l'action militaire cible réellement ce millier de terroristes, pourquoi donc les militaires lâchent-ils leurs bombes de manière aussi aveugle? Pourquoi donc des bombes anti-bunker, qui sont conçues pour détruire bien plus que des cibles précises, sont-elles utilisées? C'est là une stratégie militaire indéfendable dans l'est d'Alep. Combien d'enfants dans cette école d'Edleb aujourd'hui étaient réellement des terroristes? Je crois que la réponse est zéro.

M. Delattre (France) : Comme représentant d'un pays si profondément attaché à l'Organisation des Nations Unies et à ses valeurs, je voudrais faire quelques mises au point de mon côté.

La première consiste à remercier M. Stephen O'Brien pour son exposé, pour son courage, pour son action et pour celle aussi de toute son équipe. Lorsqu'une grande direction des Nations Unies est mise en cause d'une telle manière, il faut la défendre, et c'est ce que je voudrais faire aujourd'hui publiquement. Défendre l'action du Bureau de la coordination des affaires humanitaires, rendre hommage à l'ensemble des personnels humanitaires qui, jour après jour, nuit après nuit, risquent leurs vies pour en sauver d'autres.

Je trouve que cela mérite le soutien de la communauté des nations.

On sait tous que les prétendues pauses humanitaires qui sont décidées de manière unilatérale sans aucune consultation d'aucune sorte ne sont pas une solution. Elles sont bienvenues bien sûr, mais elles ne sont pas la solution. Il est impossible, on le sait tous, en seulement quelques heures, d'obtenir les autorisations d'accès, d'acheminer l'aide humanitaire, de procéder aux évacuations des blessés et de leurs familles. Alors blâmer les Nations unies pour ce facteur objectif, c'est, comme on dit en bon français, « tirer sur l'ambulance », et en l'occurrence tirer de manière figurée mais aussi au sens propre, puisqu'on sait combien les hôpitaux et les personnels de santé sont délibérément ciblés par les bombardements. La clef de tout ce que nous souhaitons faire c'est la fin des hostilités, et notamment la fin des bombardements. C'est la base sur laquelle on peut construire. D'où la nécessité de maximiser la pression politique sur le régime et sur ses soutiens. C'était l'objet de la réunion récente de l'Assemblée générale, après le veto opposé par la Russie au projet de résolution franco-espagnol.

Cette pression, il faut l'augmenter, l'augmenter encore jusqu'à ce que la tragédie d'Alep puisse avoir un terme. Nous ne pouvons pas baisser les bras face à cette tragédie. J'ai dit et je redis ici qu'Alep est à la Syrie ce que Sarajevo était à la Bosnie, ce que Guernica était à la guerre d'Espagne, c'est-à-dire, et il faut quand même bien mesurer les choses, une tragédie humanitaire de très grande ampleur, un trou noir qui aspire et détruit toutes les valeurs qui sont celles des Nations unies, mais aussi la promesse de terribles drames à venir si nous ne réagissons pas et si nous ne réagissons pas maintenant.

Je voudrais dire un mot aussi sur le terrorisme. Au risque de me répéter, le siège d'Alep non seulement n'aide pas à lutter contre le terrorisme, ce qui devrait pourtant unir toute la communauté internationale, mais ce siège d'Alep contribue mécaniquement à nourrir la radicalisation et donc le terrorisme. Je reprendrais le propos de mon ministre des affaires étrangères qui disait dans cette enceinte (voir S/PV.7785) que le siège d'Alep, objectivement, est un cadeau fait au terrorisme. Et qui paie le prix? Ce sont ceux qui sont victimes des attentats terroristes, dont la France. C'est dire combien ce dossier est, pour moi, pour mon pays, un dossier qui touche à notre sécurité nationale.

Sur le plan humanitaire à proprement parler, je voudrais simplement dire qu'on sait tous – et là aussi appelons un chat un chat pour essayer d'avancer – que l'obstruction de l'aide humanitaire est le fait du régime et de ses soutiens. Je le redis ici, il est particulièrement injuste, et pour tout dire totalement déplacé, de blâmer les Nations unies alors même que les acteurs humanitaires sont au front, sont au charbon pour essayer de sauver des vies.

La communauté internationale ne peut pas rester silencieuse face aux exactions qui sont commises quotidiennement en Syrie. Si nous croyons les uns et les autres, y compris l'opinion publique, dans l'action de l'ONU, dans les valeurs qui nous rassemblent, alors il faut faire quelque chose sinon nous en porterons tous pour longtemps la responsabilité collective et individuelle. De ce point de vue-là, le Haut-Commissaire aux droits de l'homme n'a pas mâché ses mots, il a parlé de « crimes d'ampleur historique », de « crimes de guerre et de crimes contre l'humanité ». Toute la lumière doit être faite sur ces violations graves des droits de l'homme et du droit international humanitaire. L'impunité, la faiblesse ne peuvent pas être une option quand on est face à un drame de l'ampleur de celui d'Alep. De ce point de vue, la France salue l'adoption par le Conseil des droits de l'homme, le 21 octobre, d'une résolution (A/HRC/RES/S-25/1) demandant à la Commission d'enquête internationale indépendante sur la Syrie de mener une enquête spéciale indépendante sur les événements à Alep et d'identifier les auteurs présumés de violations des droits de l'homme.

Dans le même esprit, nous prendrons connaissance avec beaucoup d'attention des conclusions de la commission d'enquête interne et indépendante mise en place par le Secrétaire général après le bombardement d'un convoi du Croissant-Rouge syrien et de l'ONU, le 19 septembre dernier, au nord-ouest de la ville d'Alep, qui, je le rappelle, a causé la mort de plus de 20 personnes.

Bref, il incombe aux parties à un conflit de protéger les civils et d'assurer l'accès de l'aide humanitaire et des soins médicaux. En particulier, je le redis ici, la protection des acteurs humanitaires est indispensable, comme l'a rappelé la résolution 2286 (2016) s'agissant des personnels et infrastructures de santé. Et bien sûr, il faut appeler avec force à ce que les attaques contre ces infrastructures et personnels cessent, et cessent immédiatement.

La France en appelle une nouvelle fois à ce que le régime syrien et la Russie mettent un terme aux bombardements à Alep, et pas seulement pour quelques heures, et sur cette base s'engagent avec nous, avec

nous tous, de manière constructive, pour bâtir cette transition politique dont on a besoin et pour trouver une vraie solution politique en Syrie. Tant que ce ne sera pas le cas, tant que le scandale d'Alep, la tragédie d'Alep se poursuivront, alors la pression politique devra non seulement se poursuivre mais augmenter. C'est donc un appel qu'avec beaucoup d'autres je voudrais lancer une nouvelle fois aujourd'hui, un appel fort – qui ne va pas disparaître, qui ne va en réalité pas cesser de s'amplifier – et dont nous espérons qu'il sera entendu et qu'il y sera répondu de manière concrète.

M. Wu Haitao (Chine) (*parle en chinois*) : Je remercie le Secrétaire général adjoint O'Brien de son exposé. La situation en Syrie, et en particulier à Alep, se détériore et se traduit par une grave crise humanitaire. La communauté internationale doit œuvrer de concert et prendre rapidement des mesures pour apaiser les tensions.

La Chine accueille favorablement la récente initiative humanitaire prise par les Gouvernements syrien et russe afin d'aider l'ONU à évacuer les blessés et les malades. Toutefois, étant donné que cette initiative n'a pas suscité de réponse de la part d'autres parties en Syrie, l'opération de l'ONU pour évacuer les blessés et les malades n'a pas pu avoir lieu. La Chine appelle les parties en Syrie à dûment respecter l'accord de cessation des hostilités, à travailler activement avec l'ONU afin de créer les conditions propices à l'obtention d'un cessez-le-feu qui permettrait d'atténuer la crise humanitaire et à faire avancer le processus en faveur d'une solution politique.

Dans le dossier syrien, la communauté internationale doit demeurer attachée à une solution politique, qui est la seule manière de régler la situation actuelle. Il faut déployer des efforts pour encourager les parties en Syrie à régler leurs différends par le dialogue. Ces efforts doivent porter de façon équilibrée sur les quatre piliers que sont le cessez-le-feu, les négociations politiques, les opérations de secours humanitaires et la création de synergies pour lutter contre le terrorisme. La Chine salue les efforts diplomatiques de l'ONU, de la Russie et des États-Unis d'Amérique à Genève et Lausanne, et espère que les parties concernées parviendront rapidement à un consensus sur des mesures concrètes pour apaiser les tensions, aider les parties à reprendre les négociations et, grâce à un processus politique dirigé par les Syriens, parvenir à un règlement acceptable par tous afin de s'attaquer aux problèmes à l'origine de la crise humanitaire en Syrie.

Les attaques incessantes par les terroristes en Syrie ont gravement entravé les efforts humanitaires de l'ONU. Les efforts pour remédier à la situation humanitaire en Syrie ne doivent pas ignorer la lutte contre le terrorisme. La communauté internationale doit se coordonner davantage, adopter les mêmes règles de comportement, combattre résolument tous les groupes terroristes, tels que désignés par le Conseil, y compris l'État islamique, et œuvrer de concert pour empêcher la prolifération et la propagation du terrorisme.

M. Ramírez Carreño (République bolivarienne du Venezuela) (*parle en espagnol*) : Finalement, la présente séance s'est transformée en un débat entre les membres du Conseil de sécurité, et nous nous en félicitons, car il a été à plusieurs reprises totalement impossible de discuter de questions aussi complexes que celles auxquelles nous nous heurtons dans le domaine humanitaire. Aujourd'hui, outre que nous sommes en droit de nous poser des questions sur le système des Nations Unies et les rapports qui sont présentés, nous pouvons aussi constater avec inquiétude que la question humanitaire est utilisée de manière biaisée et politisée. Mais cela ne se produit que lorsque c'est dans l'intérêt de certains membres permanents, membres très influents du Conseil de sécurité. La question humanitaire est une question complexe et elle est présente sur tous les fronts de conflit qui sont ouverts, malheureusement, au Moyen-Orient et en Afrique. La question humanitaire se pose ainsi en Libye, en Iraq, au Yémen, en Syrie et en Palestine. Mais je pense qu'ici, l'on ne parlera pas – comme on n'a du reste jamais parlé –, que l'on n'arrivera peut-être jamais à parler de la question humanitaire au Yémen, dans un débat comme celui-ci, ou de la question humanitaire en Iraq, qui poursuit sa lutte contre le terrorisme et poursuit son offensive à Mossoul. Mais nous n'allons rien entendre de tout cela ici. Je suis sûr que l'on n'a pas examiné et que l'on n'examinera pas ce qu'ont été les conséquences humanitaires de l'intervention étrangère en Libye, ou de l'agression israélienne contre la bande de Gaza.

En d'autres termes, on utilise, au sein du Conseil, la question humanitaire sous un angle politique; on la manipule et on la biaise, en l'occurrence, pour attaquer la Fédération de Russie à cause de sa participation active à la lutte contre le terrorisme en Syrie. On oublie, ici, la complexité de ce conflit, on en occulte délibérément l'origine. La majorité des membres permanents du Conseil, ou des membres permanents importants du Conseil, sont impliqués dans ce conflit depuis le début. Ils ont alimenté cette guerre, ils l'ont attisée, ils l'ont

financée, ils ont formé les groupes qui sont devenus terroristes. Et maintenant, nous avons en Syrie – dans toute la Syrie – une situation tragique, où meurent des civils innocents, à cause, fondamentalement, du terrorisme et de la dynamique de guerre.

Nous pensons qu'il ne faut pas perdre cela de vue, parce que la solution de la question humanitaire est de mettre fin à cette guerre, et que cela passe par la relance, par le rétablissement, d'un dialogue au niveau politique entre toutes les parties prenantes, et, avant tout, entre la Fédération de Russie et les États-Unis, pour trouver une solution politique négociée qui permette d'en finir avec ce conflit sanglant. On ne peut continuer d'attiser les flammes de la guerre, on ne peut continuer d'alimenter la guerre, on ne peut pas permettre que des groupes qui se réclament de l'opposition modérée ne soient pas capables de se dissocier des groupes terroristes. On ne peut pas permettre que d'autres puissances étrangères continuent d'armer ces groupes armés et continuent d'armer, de façon indirecte, ces groupes terroristes.

Non seulement nous devons appeler les choses telles qu'elles sont, clairement, – et ici, il existe une manipulation terrible de la question humanitaire contre la Fédération de Russie –, mais notre position, notre appréhension des choses est que le Gouvernement syrien est légitimement en droit de reconquérir la totalité de son territoire et qu'il est légitimement en droit de lutter contre le terrorisme. Bien sûr, nous n'appuyons ni le bombardement délibéré de civils ni les attaques contre des infrastructures civiles, que nous avons constamment condamnés dans tous les conflits. Mais nous comprenons qu'il s'agit d'une situation complexe. La totalité d'Alep est en proie au conflit : l'ouest et l'est. À l'ouest d'Alep vivent près d'un million et demi de personnes, et à l'est, 250 000 personnes. À l'est d'Alep sont retranchés des groupes terroristes qui varient en nombre. Mais il ne s'agit pas de chiffres, il s'agit du fait qu'ils utilisent les civils comme boucliers humains. Et le Conseil de sécurité ne peut décréter que l'est d'Alep est un sanctuaire, afin que les groupes terroristes puissent s'y retrancher. On voit flotter dans l'est d'Alep les drapeaux de Daech, on voir flotter dans l'est d'Alep les drapeaux des groupes terroristes, et les autres combattants de ce que l'on appelle l'opposition modérée se confondent dans tout cela, et combattent du même côté que les groupes terroristes contre le Gouvernement syrien.

Par conséquent, nous sommes en train de débattre ici de ce qui est une vision partiale de la question humanitaire. C'est terrible, et nous pourrions rapporter des milliers d'anecdotes sur le sort de civils innocents dans cette guerre. Mais cette guerre doit prendre fin. Le Gouvernement syrien doit exercer pleinement sa souveraineté et tous doivent combattre de concert le terrorisme, qui est le principal ennemi du peuple syrien. Que veut-on au sein du Conseil? Que ne soient pas effectuées des opérations militaires dans l'est d'Alep? Que l'on permette que les terroristes continuent de se retrancher dans cette ville? Je ne sais pas, mais je pense que s'agissant de ce type de tract et de ce type de faits, nous ne pouvons invoquer la responsabilité d'aucun des pays ici présents. Il s'agit d'une guerre, d'une situation complexe. Il nous semble pourtant qu'un effort très important a été fait au niveau de l'aménagement de pauses humanitaires afin de donner l'occasion à la population civile de sortir et d'abandonner Alep par les couloirs qui ont été ouverts à cette fin. On dit ici que l'on a laissé revenir les civils dans la ville, mais il ne faut pas omettre de dire que les groupes terroristes ont exécuté les civils qui essaient de sortir de la ville. Ils sont utilisés comme boucliers humains, chose que l'on dénonce quand il s'agit de Mossoul où la même chose se produit. Or qu'allons-nous faire à Mossoul? Va-t-on suspendre l'offensive pour reprendre la ville des mains des terroristes?

Par conséquent, j'en appelle aux membres du Conseil – alors que venons d'assister de nouveau à d'autres histoires tragiques, et à une utilisation délibérée de cette situation à des fins politiques –, nous en appelons, nous, qui, encore une fois, n'avons aucune possibilité d'influer sur le plan militaire sur ce conflit, aux parties qui, elles, le font, afin qu'elles reprennent, loin de toute rhétorique de propagande et de toute manipulation politique, le chemin du dialogue, de façon que nous puissions présenter au monde, en assumant nos responsabilités d'organe des Nations Unies, une proposition de règlement politique permettant aux Syriens de régler cette question entre eux, sans plus d'ingérence étrangère. Il faut que cesse l'ingérence étrangère. Il faut que cesse la rhétorique de propagande et que l'on travaille honnêtement, de front, à la lutte contre le terrorisme et à la recherche d'une solution qui permette d'en finir avec le drame humain qui se déroule en Syrie.

Le Président (*parle en russe*) : Je voudrais présenter mes excuses au représentant de l'Ukraine, qui était inscrit sur la liste juste après le Royaume-Uni. Mais mon œil a accidentellement sauté au nom de la France, au représentant de laquelle j'ai donné la parole – ce que

je ne regrette pas. Je donne maintenant la parole au représentant de l'Ukraine.

M. Yelchenko (Ukraine) (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Monsieur le Président, de me donner la parole cette fois-ci, et de ne pas empêcher notre délégation de prendre la parole aujourd'hui, comme vous l'avez fait si habilement hier, en usant de votre prérogative de président et en ne faisant preuve d'aucun respect pour ma délégation.

Je remercie beaucoup M. O'Brien de son exposé qui donne à réfléchir, en brossant, une fois de plus, un tableau absolument terrifiant de la réalité de la situation à Alep et alentour. Il s'agit d'un tableau véridique, et non pas imaginaire.

Je suis d'accord avec le collègue de la Nouvelle-Zélande qui a dit qu'il était regrettable que nous ne soyons pas capables de nous unir pour mettre un terme à cette tragédie. Mais je ne suis pas disposé à accepter ce reproche collectif, et ce, tout simplement parce que c'est juste une délégation – c'est votre délégation, Monsieur le Président – qui nous empêche de le faire. Je ne suis pas davantage disposé à accepter l'attaque que vous faites, Monsieur le Président, contre l'Organisation des Nations Unies, ainsi que votre attaque personnelle contre notre propre collègue, notre collègue respecté de l'ONU, M. Stephen O'Brien. Il se borne à dire ce qui est, et il ne s'en prend nullement à la Russie. Il dit simplement ce qui est. La déclaration que vous avez faite, Monsieur le Président, à titre national, donne l'impression que vous vivez dans une sorte de monde parallèle, une sorte de réalité déformée totalement opposée à ce que nous voyons et entendons chaque jour, chaque minute, depuis de très longs mois maintenant, en provenance des médias sur le terrain, des témoins, des services indépendants, des sources des Nations Unies.

La détérioration des conditions de sécurité en Syrie continue d'avoir un impact négatif sur la situation humanitaire. Les activités militaires, les frappes aériennes et les bombardements se poursuivent sans relâche sur tous les fronts actifs du champ de bataille syrien – Alep, Edleb, Rif-Damas, Homs, Hama etc. – ce qui entraîne une augmentation du nombre de personnes vivant en état de siège, lesquelles, comme nous venons de l'entendre, dépassent les 800 000 civils répartis dans 18 endroits différents.

Il est impossible de comprendre comment le Gouvernement syrien peut continuer de bombarder ses citoyens. Ce lundi encore, au moins 10 frappes aériennes lancées par l'armée de l'air du régime d'Assad et ses alliés ont frappé la ville de Khan Shaykhun, tuant 7 civils et en blessant plus de 50, d'après les informations en provenance du terrain. Six civils ont été tués par des frappes aériennes russes dans la ville de Kafr Takharim lundi. Deux autres ont été tués par le tir de roquettes lancées par les forces du régime dans la ville de Durin sur la plaine d'Al-Ghab. La liste est longue et nous rappelle à la sombre réalité de ce qu'est la Syrie.

Les informations relatives aux tracts diffusés par les forces du régime dans l'est d'Alep sont une preuve de plus du cynisme de Damas. J'allais en citer un, mais ma collègue des États-Unis l'a déjà fait. Il est consternant de voir que, au lieu de chercher à revitaliser le cessez-le-feu à l'échelle du pays, la Fédération de Russie installe de nouveaux types d'armes et des transporteurs de bombes dans des bases plus proches de la Syrie, et certaines de ces armes proviennent du territoire de la Crimée, qui fait partie de l'Ukraine et que la Russie a annexée illégalement. Le récent déploiement d'une unité de navires de guerre russes dans le voisinage de la Syrie signale clairement l'intention d'intensifier encore la campagne de bombardement. Cela ne peut guère être interprété comme une mesure de renforcement de la confiance ou comme un signal que les circonstances sont propices à un retour à la table des négociations.

Nous soulignons à nouveau la nécessité urgente pour les Nations Unies d'examiner les rapports alarmants faisant état de l'utilisation intensive par la Russie d'armes incendiaires et autres armes aveugles, y compris des bombes anti-bunker. Nous réaffirmons que les personnes accusées de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité et ceux qui les soutiennent devront être traduits en justice. Enfin, nous nous joignons à l'Organisation des Nations Unies et à nos collègues pour appeler toutes les parties au conflit à fournir immédiatement un accès inconditionnel, libre et continu à la population dans les zones assiégées et difficiles d'accès dans toute la Syrie. Pour toutes les parties au conflit, des pauses humanitaires périodiques et le respect des droits de l'homme sont des obligations, et non pas des gestes de bonne volonté que l'une des parties accepte de faire aujourd'hui et rejette demain afin d'engranger des dividendes politiques. Il ne s'agit pas de faire montre de clémence, mais d'accomplir son devoir.

Le Président (*parle en russe*) : Je voudrais simplement dire que nous ne pouvons pas accepter la critique selon laquelle nous n'avons pas respecté la

procédure hier. Nous avons invité toutes les délégations à prendre la parole après la fin de la discussion, et la délégation ukrainienne doit également respecter les intérêts de toutes les délégations qui ont inscrit leur nom sur la liste des orateurs afin de pouvoir faire une déclaration sur le point de l'ordre du jour examiné hier. Nous allons toutefois nous concentrer sur le thème principal du présent débat.

M. Gimolieca (Angola) (*parle en anglais*) : Nous remercions le Secrétaire général adjoint, M. Stephen O'Brien, pour son exposé et le félicitons encore une fois pour ses efforts inlassables en vue de faciliter l'accès des organismes humanitaires et de contribuer à la réalisation d'une solution durable aux besoins humanitaires de millions de civils en Syrie. Dans le contexte actuel, où l'ONU et les organismes humanitaires opèrent dans des conditions de plus en plus dangereuses et difficiles, nous devons féliciter tous ceux qui continuent de risquer leur vie pour aider les civils désespérés pris au piège de cet horrible conflit.

Ces dernières semaines, nous avons assisté à une escalade croissante des combats, en particulier dans la ville d'Alep, ce qui a entraîné la destruction massive d'infrastructures essentielles civiles et autres, et fait un très grand nombre de morts, de blessés et de personnes déplacées. Il est évident que si les principales parties prenantes ne parviennent pas a aplanir leurs divergences, notamment pour ce qui est de la stratégie de lutte contre les groupes terroristes, les crises humanitaires et politiques s'aggraveront et s'accompagneront de conséquences dangereuses et imprévisibles.

Le règlement de la situation humanitaire doit être associé aux efforts diplomatiques et politiques en vue d'une résolution finale du conflit. Les désaccords entre les membres du Conseil, et en particulier entre ceux qui sont impliqués dans le conflit, ne ramèneront pas la paix en Syrie. Par conséquent, nous réitérons notre soutien aux membres du Conseil de sécurité qui ont essayé de galvaniser nos efforts collectifs pour appuyer la relance de l'accord sur la cessation des hostilités et la mise en place de couloirs humanitaires dans les zones les plus touchées.

M. Bessho (Japon) (*parle an anglais*) : Je vais essayer d'être bref, parce que je pense que beaucoup de ce qui doit être dit a déjà été dit.

La position du Japon, comme le Conseil le sait, est que nous avons appuyé le projet de résolution (S/2016/846) déposé par la France et l'Espagne, qui a appelé à une cessation immédiate des bombardements contre les civils. Voilà ce que nous défendons. Le Conseil de sécurité doit défendre le principe très important que les attaques aveugles contre les civils doivent cesser.

L'autre facteur dans cette situation est la lutte contre le terrorisme. Nous devons lutter contre le terrorisme et lutter fermement, mais cela ne justifie pas les attaques aveugles contre des civils. Je pense que ce point devrait être bien compris et convenu par tous.

Lorsque la délégation néo-zélandaise a proposé un projet de résolution qui tentait d'unifier le Conseil de sécurité, nous avons soutenu cette initiative et estimé que cela pourrait être un moyen utile de procéder. Cependant, comme le représentant de la Nouvelle-Zélande l'a déclaré lui-même aujourd'hui, à ce stade, la rédaction d'un tel projet de résolution ne semble guère très utile. Il faut que le Conseil s'exprime d'une seule voix en vue d'adopter une résolution.

Par conséquent, je crois encore une fois, au vu du désaccord dont j'ai été témoin aujourd'hui, que nous avons vraiment besoin de revenir à l'essentiel – dire non à des attaques aveugles contre des civils et essayer de sauver les civils. Comme la France, je me félicite de la cessation des bombardements par la Russie et la Syrie, qui a duré plusieurs heures. Mais le problème est que, cette cessation ayant été unilatérale, l'ONU avait beaucoup de travail à faire pour procéder à des évacuations. Pour le moment, tout ce que je peux dire est que nous devons arrêter les bombardements et que tout cessez-le-feu doit durer plus longtemps. Nous devons essayer de trouver un moyen de prévenir les actions unilatérales de la Russie et de la Syrie. Nous devons nous mettre d'accord sur la cessation des hostilités.

J'appelle de nouveau les pays sur le terrain à réaliser que ce ne sont pas uniquement leurs intérêts stratégiques ou tactiques qui sont en jeu; ce sont des vies humaines. J'invite instamment toutes les délégations présentes autour de cette table et tous les membres du Conseil de sécurité à s'asseoir ensemble et à bien réfléchir de sorte que nous puissions peut-être réviser le projet de résolution proposé par la Nouvelle-Zélande afin qu'il serve à quelque chose.

M. Ibrahim (Malaisie) (*parle en anglais*) : Je remercie le Secrétaire général adjoint, M. Stephen O'Brien, de son exposé et je voudrais commencer mon intervention en exprimant notre profonde gratitude au Bureau de la coordination des affaires humanitaires et aux partenaires humanitaires de l'ONU présents

sur le terrain en Syrie pour leur courage et les efforts inlassables qu'ils déploient pour venir en aide aux civils touchés par le conflit.

Le débat d'aujourd'hui sur la situation humanitaire en Syrie ne fait qu'éloigner davantage les positions irréconciliables au sein du Conseil de sécurité. C'est la conclusion déjà écrite d'un scénario catastrophe : personne n'interviendra pour venir à leur secours. Telle est le drame humain tragique et douloureux que sommes en train d'écrire en présentant la situation sous des jours différents. Le Conseil est trop important pour être relégué au rang de témoin de processus qui se déroulent hors de New York. Nous sommes saisis d'un projet de résolution présenté par la Nouvelle-Zélande qui vise à régler la question humanitaire à Alep. Certes presque tout le monde se dit prêt à agir, mais nous devons passer des paroles aux actes.

M. Ciss (Sénégal) : Je voudrais à mon tour remercier M. Stephen O'Brien pour la clarté de son exposé, et je tiens surtout à saluer son engagement et celui de son équipe au service du peuple syrien, qui se trouve profondément éprouvé. Nous estimons également que c'est le lieu de renouveler l'hommage au personnel humanitaire pour les sacrifices qu'il continue de consentir, au même titre que le personnel médical, au profit des Syriens.

Malheureusement, comme nous le savons tous, la situation continue de se dégrader et la violence ne cesse de s'accentuer dans plusieurs localités, en particulier dans l'est d'Alep, où on a recensé des centaines de victimes civiles, parmi lesquelles on compte malheureusement de nombreux enfants, sans oublier les blessés. Comme cela a été dit également, l'ouest d'Alep n'est malheureusement pas en reste. Je ne reviendrai pas sur les chiffres. Ils sont malheureusement éloquents et renseignent sur la profondeur de la tragédie en cours en Syrie. C'est la raison pour laquelle mon pays voudrait réitérer son appel en faveur de pauses humanitaires de 48 heures, en particulier dans l'est d'Alep, tel que le réclame d'ailleurs le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, afin de permettre aux 275 000 personnes se trouvant dans une situation de siège de recevoir une assistance des acteurs humanitaires et pour que l'on puisse procéder à l'évacuation des blessés et des personnes vulnérables.

C'est le lieu également pour mon pays de réitérer sa ferme condamnation des attaques contre les convois humanitaires, notamment l'attaque contre le convoi du Croissant-Rouge arabe syrien à Ouroum el-Koubra intervenue le 19 septembre, qui a occasionné la mort de près d'une vingtaine de personnes. Nous exprimons notre soutien à l'initiative du Secrétaire général visant à identifier les responsables de ce drame. Dans le même ordre d'idées, concernant cette situation humanitaire dramatique, nous n'avons cessé de dénoncer la pratique consistant à retirer des convois humanitaires les kits médicaux destinés aux personnes en situation d'urgence, en particulier les femmes enceintes.

Un autre point qui tient à cœur à ma délégation est la situation des réfugiés palestiniens, qui souffrent également de cette tragédie. Ma délégation condamne le meurtre de quatre réfugiés palestiniens du camp de Khan el-Chih, situé au sud de Damas. Dans le même ordre d'idées, nous tenons à exprimer notre préoccupation face aux contraintes sécuritaires continues auxquelles l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient fait face pour se déployer au niveau de Yalda, à partir du camp de Yarmouk, afin de pouvoir alimenter également les réfugiés palestiniens.

Évidemment, la question que nous nous posons tous est de savoir ce que doit faire le Conseil dans ces circonstances particulièrement graves. S'agissant du Conseil, qui malheureusement jusqu'ici continue d'étaler ses divisions, en particulier sur la situation inacceptable à Alep, nous estimons que l'heure est venue qu'il prenne enfin ses responsabilités face à la détérioration continue de la situation sur le terrain et à la tragédie en cours. C'est la raison pour laquelle nous invitons une fois de plus les membres à faire preuve de souplesse pour parvenir à une solution durable. Évidemment, nous avions apporté notre soutien au projet de résolution soumis par la Nouvelle-Zélande et visant le consensus, parce que nous estimions que ce projet offrait une bonne base de travail pour redonner un souffle nouveau à la cessation des hostilités, favoriser la fourniture de l'aide humanitaire et relancer le processus politique, autant de points que nous considérons comme prioritaires. Une autre priorité est la lutte qui doit être menée contre les groupes terroristes, notamment l'État islamique et le Front el-Nosra, bien sûr dans le respect du droit international humanitaire.

Enfin, je voudrais terminer en soulignant que nous encourageons les discussions qui ont eu lieu à Lausanne et se poursuivent à Genève. Nous renouvelons notre invitation aux pays influents, en particulier les Coprésidents du Groupe international de soutien pour la Syrie, à poursuivre leurs efforts pour favoriser la reprise dans les meilleurs délais possibles des négociations

inter-syriennes en vue d'une solution politique à la crise sur la base du Communiqué de Genève (S/2012/522, annexe) et de la résolution 2254 (2015).

Le Président (*parle en russe*) : Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de représentant de la Fédération de Russie.

Je regrette que l'Ambassadrice Power ait quitté la salle. Dernièrement, pour je ne sais quelle raison, elle essaie d'éviter de polémiquer directement avec moi en public. C'est regrettable, parce que je me dois de répondre à certaines de ses attaques à notre encontre.

L'Ambassadrice Power a malheureusement recouru à une méthode qu'elle affectionne. Elle déforme la position de la Russie et la présente sous un jour absurde, pour ensuite critiquer la description absurde qu'elle en a faite. J'ai souligné que, dans son exposé, M. O'Brien n'avait pas dit un mot sur le fait que, depuis plus d'une semaine maintenant, ni les forces aériennes russes ni celles de la Syrie n'avaient bombardé Alep. Mme Power affirme que nous voulons qu'on nous en remercie. Nous n'avons que faire de ses remerciements, mais voilà des semaines que le Secrétaire d'État des États-Unis, John Kerry, dit qu'il faut que les bombardements cessent pendant au moins une semaine. Si le Secrétaire d'État des États-Unis le répète depuis des semaines, c'est que cela doit assez important. Comment le fait qu'un rapport de l'ONU (S/2016/873) ne mentionne en aucune manière cet élément peut-il être considéré comme une preuve d'objectivité? Lorsqu'un Secrétaire général adjoint affirme que des bombardements ont lieu tous les jours, toutes les heures et ajoute même que des armes chimiques seraient sur le point d'être larguées sur les habitants d'Alep, est-ce là un modèle d'objectivité? Je suis désolé, ce n'est pas de l'objectivité, c'est de la dissimultation.

En ce qui concerne maintenant le tract qui a été brandi dans la salle. Il s'agit d'un fait très controversé. On voit en ce moment même apparaître toutes sortes de tracts de ce genre sur Internet, ce qui signifie qu'ils ont été largués hier ou aujourd'hui. Et l'Ambassadrice Power est même allée jusqu'à expliquer qu'ils ont été largués par des avions russes et syriens. Mais notre commandement militaire dit que ces sept ou huit derniers jours, nos avions ne se trouvaient pas dans un rayon de 10 kilomètres autour de la ville d'Alep, ce qui doit donc vouloir dire que ce sont des avions américains qui les ont largués, non? Ou alors, il s'agit d'une rumeur inventée de toutes pièces, et il en circule beaucoup sur Internet et ailleurs. Présenter de telles histoires au Conseil de sécurité et s'attendre à ce qu'il le prenne au sérieux est tout simplement absurde. Je pars du principe que nous sommes plus sérieux que cela.

L'Ambassadrice Power dit que les résidents de l'est d'Alep ne quittent pas la ville, parce qu'ils sont terrifiés par le sort qui les attend. C'est compréhensible. Je suis tout à fait d'accord, évidemment, que rester ou quitter la ville est effrayant. Nous avions proposé aux États-Unis de stationner nos forces armées avec les forces américaines sur la route du Castello, qui aurait alors pu être utilisée librement par les convois humanitaires pour accéder à l'est d'Alep et par les habitants voulant quitter la ville. Les États-Unis ont refusé. Que dire de cette attitude des chantres de l'humanitaire? – « Que faire? Que faire? », disent-ils. Nous avons dit ce que nous pouvions faire, à savoir stationner des soldats russes et américains sur la route du Castello, mais ils ont dit non, la Russie peut le faire. Laissons les Russes se mettre en danger et se faire tirer dessus par des terroristes – ce que nous n'allons pas faire. C'est tout simplement malhonnête.

L'Ambassadrice Power a souligné à juste titre – et nous en avons parfois discuté – que les habitants de l'ouest d'Alep sont également bombardés. De fait, 20 personnes sont tuées chaque semaine et 50 ou 60 autres blessées, sans compter l'intense stress psychologique auquel ils sont soumis. Je regrette que Samantha Power ne soit pas ici aujourd'hui. Il y a quelques jours, dans une autre conversation que j'ai eue avec elle, elle m'a dit que les États-Unis s'occupaient de la question. Ils s'en occupent et rien ne se passe. Il n'y a eu aucune amélioration. Cela veut dire que leurs protégés dans l'est d'Alep ne suivent pas leurs ordres, et qu'ils ne savent pas comment mettre un terme à cette horreur. Qui sont-ils pour nous critiquer, nous et le Gouvernement syrien, qui essayons d'éliminer ce terreau fertile où les terroristes et autres rebelles de l'est d'Alep menacent les citoyens?

Nous ne devrions pas non plus parler uniquement de l'est d'Alep, lorsque nous discutons de la Syrie ou encore de la situation humanitaire, des décès de civils, etc. Il y a quelques mois, la coalition a lancé une frappe aérienne – avec des avions français, à ce qu'on affirme – sur Manbej dans le nord de la Syrie. Plus d'une centaine de personnes auraient été tuées et un village entier détruit. L'Ambassadrice Power a promis qu'il y aurait une enquête. Nous n'avons rien entendu de sa part. Silence total sur ce qui s'est produit ou qui a mené l'attaque. Récemment, deux avions belges, également de la coalition, ont bombardé un village kurde. Six personnes ont été tuées et plusieurs blessées. Les Belges disent

qu'ils ne sont pas responsables, alors qui? Demandons-le à la coalition! Pourquoi ses membres sont-ils si bouleversés par nos bombardements, mais ne disent rien des leurs? Sans parler de ce qui se passe en Iraq où, ces derniers jours, une cinquantaine de personnes auraient été tuées et une centaine blessées près de Kirkouk. Je propose d'organiser une séance d'information sur la situation en Iraq et ces bombardements. Je suis sûr que M. O'Brien pourra nous faire la démonstration de ses talents d'orateur.

Comme nous le savons tous, pas plus tard que l'autre jour au Yémen, 200 personnes ont été tuées et 500 blessées lors du bombardement d'un cortège funèbre. La délégation britannique a préparé un projet de déclaration exprimant des regrets. Des regrets! Elle n'a même pas été capable de condamner l'attaque. Lorsque nous lui avons dit que la déclaration n'était pas assez forte, elle n'a pas hésité à complètement abandonner le projet. Près de 1 000 personnes sont mortes ou blessées, et tout ce qu'elle trouve à dire, ce sont des regrets. Voilà les principes qu'elle applique! Beaucoup d'entre nous devrons demander pardon pour nos fautes en Syrie, en Iraq et dans bien d'autres situations que nous ne connaissons que trop bien.

Je reprends à présent mes fonctions de Président du Conseil.

M. Aboulatta (Égypte) (*parle en anglais*) : Je prends la parole au nom des rédacteurs concernant la situation humanitaire en Syrie, à savoir l'Espagne, la Nouvelle-Zélande et l'Égypte, et vais prononcer ma déclaration en anglais au lieu de ma langue nationale.

Nous sommes profondément préoccupés par la nouvelle détérioration de la situation humanitaire dans toute la Syrie, et en particulier à Alep, où les attaques contre les hôpitaux, les médecins, les premiers intervenants et les infrastructures civiles se poursuivent. Le Conseil de sécurité a la responsabilité de garantir la pleine conformité de toute opération militaire avec le droit international humanitaire et les dispositions de la résolution 2286 (2016). Nous déplorons également le fait que, malgré les nombreux efforts qui ont été faits pour tenter de trouver une solution à la situation, les différends entre les principales parties prenantes empêchent le Conseil de garantir la protection des civils syriens. Nous espérions, toutefois, que nous aurions pu parvenir à un minimum d'entente qui pourrait servir de fondement à nos travaux, à supposer que la bonne volonté puisse prévaloir.

En tant que teneurs de plume, nous pensons qu'il est de la plus haute importance d'assumer nos responsabilités envers le peuple syrien, dans le cadre d'une approche humanitaire neutre. Nous avons la responsabilité collective de répondre à cette crise. Nos échecs passés peuvent expliquer en partie pourquoi nous n'avons pas été en mesure de nous entendre sur une solution. Toutefois, ces échecs ne sauraient justifier que l'on reste les bras croisés dans les jours à venir. Par conséquent, nous – l'Espagne, la Nouvelle-Zélande et l'Égypte – exhortons tous les membres du Conseil à mettre de côté leurs divergences politiques et à continuer de travailler sur la question afin de mettre en œuvre ce qui suit.

Un cessez-le-feu doit être établi à Alep, d'abord et avant tout, pour permettre le plein accès humanitaire à la ville, ainsi que la mise en œuvre de propositions raisonnables. La durée du cessez-le-feu doit se fonder sur l'évaluation faite par l'ONU des besoins humanitaires sur le terrain. Cela permettrait également d'envisager les mesures à prendre pour mettre en œuvre les propositions de M. de Mistura, à savoir une séparation entre les organisations terroristes et les groupes d'opposition modérés, propositions qui, à ce qu'on nous a dit, sont à l'étude en Suisse.

Le cessez-le-feu doit être respecté par toutes les parties. L'expérience a montré que les efforts unilatéraux ne sont pas suffisants. Tous les membres du Groupe international de soutien pour la Syrie (GISS) doivent faire tout leur possible pour travailler avec toutes les parties sur le terrain à cette fin. Le cessez-le-feu doit être réalisé en étroite coordination avec l'ONU afin que cette dernière et les partenaires d'exécution puissent acheminer l'aide et procéder aux évacuations sanitaires.

Une cessation des hostilités en application de la résolution 2268 (2016) doit entrer en vigueur immédiatement et pleinement dans toute la Syrie. Alep reviendrait à un régime de cessation des hostilités après la fin du cessez-le-feu.

Enfin, il doit y avoir une surveillance adéquate et robuste du cessez-le-feu et de la cessation des hostilités dans le cadre des mécanismes existants, fixés par la résolution 2268 (2016) et le GISS.

L'Égypte, la Nouvelle-Zélande et l'Espagne travailleront avec les membres du Conseil et feront tout leur possible pour parvenir à un accord sur ces questions. Nous voudrions terminer nos observations en rendant hommage à tous les travailleurs humanitaires

qui risquent leur vie jour après jour pour venir en aide au peuple syrien.

Le Président (*parle en russe*) : Le représentant du Royaume-Uni a demandé la parole pour faire une autre déclaration.

M. Rycroft (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Étant donné que vous êtes sous pression pour défendre l'indéfendable, Monsieur le Président, vous englobez désormais le Yémen dans le monde imaginaire que vous vous êtes créé en Syrie. Je voudrais juste mettre les choses au clair et dire que le Royaume-Uni a bien distribué un projet de déclaration du Conseil de sécurité sur le Yémen, mais que son contenu visait à condamner fermement l'attaque lancée contre le cortège funèbre. Il n'y avait qu'une délégation du Conseil de sécurité qui ne voulait pas appuyer la déclaration, c'était la Russie.

Le Président (*parle en russe*) : Je vais maintenant faire une autre déclaration en ma qualité de représentant de la Fédération de Russie.

Je pensais que mon collègue avait meilleure mémoire. Trois paragraphes? Est-ce tout ce que cette attaque méritait? Il y a, en fait, une seconde version qui a été établie après les commentaires que nous avons faits. Il n'empêche, ce n'était pas un effort sérieux. Nous pouvons en parler une autre fois. J'espère, au bout du compte, que nous pourrons utiliser le même format pour débattre de ce qui se passe au Yémen ou en Iraq – ce serait très utile. Prenons l'Uruguay, qui donne un exemple courageux en prenant toujours la parole le premier lors des séances publiques. Parlons donc de ces situations! M. Ismael Ahmed sera ici le 31 octobre, et nous pourrons débattre de ce qui se passe au Yémen en séance publique.

Je reprends à présent mes fonctions de Président du Conseil.

Je donne la parole au représentant de la République arabe syrienne.

M. Ja'afari (République arabe syrienne) (*parle en arabe*) : Je vais attendre un peu avant de commencer ma déclaration, afin que certains hypocrites puissent quitter la salle. La sortie des représentants de certains États, qui versent des larmes de crocodile sur la situation humanitaire à Alep, met au jour leur hypocrisie et leurs mensonges. Cela fait plusieurs fois qu'ils jouent cette scène, mais leur comportement confirme nos soupçons quant à leur absence totale d'objectivité dans leurs politiques nationales à l'égard de mon pays.

Je n'avais d'autre choix que de demander la parole après avoir entendu les déclarations malavisées d'un certain nombre de membres du Conseil et du représentant du Secrétariat, cherchant comme d'habitude à déformer le sens des efforts énergiques que le Gouvernement syrien déploie pour fournir les services et l'appui nécessaires aux personnes dans le besoin, et à dénigrer l'action du Gouvernement de mon pays contre le terrorisme organisé que soutiennent les États mêmes qui nient les droits constitutionnels et juridiques consacrés par le droit international en vertu desquels mon gouvernement est fondé à défendre sa population contre le terrorisme représenté par Daech et le Front el-Nosra et par les terroristes qui leur sont associés, reliques de l'obscurantisme et wahhabites par nature.

En tant que gouvernement, nous ne tolèrerons pas que l'on parle de quelque chose qui s'appellerait l'est ou l'ouest de la ville d'Alep. Nous ne permettrons pas que se répète le vieux scénario regrettable dans lequel nous avions pris l'habitude de parler de l'est et de l'ouest de Beyrouth. Il n'y a qu'une Alep et il n'y a qu'une Syrie. Quiconque complote contre notre pays et nos territoires ne parviendra à rien avec nous. Le blocus s'applique à toute la Syrie, pas seulement à l'est de la ville d'Alep ou à tout Alep. Un blocus injuste est imposé à l'ensemble de ma nation. Nous l'avons répété des milliers de fois et nous continuerons de le dire encore et encore, qu'on le comprenne ou non et quand bien même d'aucuns refusent de le comprendre.

Certains des États qui ont aujourd'hui fait sembler de verser des larmes pour Alep, de façon très théâtrale, comme ils l'avaient fait avant pour la ville de Deraa, le quartier de Waar et d'autres endroits, ignorent délibérément les faits ci-après.

Premièrement, les représentants de ces États ne tiennent pas compte de la situation géopolitique qui a cours dans la région, où les normes les plus élémentaires du droit international sont bafouées par certains États, tels que la Turquie, qui rêve de rétablir la gloire ottomane – qui appartient pour toujours au passé – et enfreint régulièrement la souveraineté de la Syrie et de l'Iraq. On peut également citer l'Arabie saoudite, qui soutient le terrorisme dans la région et dans le monde entier, au nom d'une religion qui n'a rien à voir avec ces revendications, y compris en émettant des fatwas d'inspiration jidhadiste et wahhabite qui légitiment le massacre des Libyens, des Yéménites et d'autres.

Deuxièmement, les représentants qui viennent de quitter la salle, fuyant leurs responsabilités, font l'impasse sur la principale raison qui explique la dégradation pénible de la situation en Syrie en général, et à Alep en particulier, et sur la manière dont Alep, qui était autrefois la capitale économique de la Syrie et dont la population jouissait d'un niveau de vie décent et bénéficiait de tous les services nécessaires, est aujourd'hui une ville dont les habitants souffrent de problèmes de sécurité, de santé, d'éducation et de subsistance.Ce qui s'est produit dans cette ville martyre est à mettre sur le compte des actes commis par l es groupes armés terroristes et par des combattants terroristes étrangers venus du monde entier – de la Nouvelle-Zélande au Canada – et entrés en Syrie par le territoire turc, aidés en cela par le régime Erdoğan et financés par les régimes saoudien et qatari.

Troisièmement, les représentants qui ont quitté la salle, fuyant leurs responsabilités relatives au maintien de la paix et de la sécurité internationales, restent indifférents au fait que les terroristes utilisent des civils comme boucliers humains, dans l'est d'Alep, comme le font les terroristes de Daech avec les habitants innocents de Mossoul, en Iraq. Les terroristes de Mossoul sont les mêmes que ceux d'Alep. Ils continuent de larguer chaque jour des dizaines de bombes sur les quartiers de l'ouest d'Alep, faisant des milliers de martyrs et de blessés, sans susciter de réaction, ce qui est suspect, en particulier de la part des États dont les représentants ont quitté la salle. Il est déplorable que ces États continuent de qualifier ces terroristes d'« opposition armée modérée », en contradiction flagrante avec les dispositions du droit international.

Quatrièmement, les représentants qui ont quitté la salle, fuyant leurs responsabilités relatives au maintien de la paix et de la sécurité internationales, ne tiennent pas compte de la raison pour laquelle l'accord du 9 septembre conclu entre les États-Unis et la Russie au sujet d'Alep n'a pas tenu. L'engagement du Gouvernement de la République arabe syrienne à cesser les hostilités a été mis à profit par les groupes armés terroristes pour resserrer leurs rangs et solliciter des combattants et du matériel militaire auprès des États qui versent généreusement des larmes de crocodile pour la souffrance de notre peuple à Alep, afin d'affronter le Gouvernement syrien. Ces États ignorent le fait que les groupes terroristes armés sont coupables d'avoir sapé et enfreint l'accord en le rejetant d'emblée. Immédiatement après sa signature, 27 factions terroristes avaient déclaré qu'ils ne le respecteraient pas – apparemment, cela n'est pas arrivé aux oreilles de M. O'Brien – et préparaient l'attaque du convoi humanitaire à Ouroum el-Koubra.

Ces États font également l'impasse sur le fait que la principale raison pour laquelle l'accord a échoué tient à ce que les États-Unis se sont montrés incapables de s'engager à séparer l'opposition prétendument modérée des organisations terroristes, et qu'ils ont pris pour cible, 17 septembre, un site militaire de l'armée syrienne à Deir el-Zor. Dans ce contexte, l'attaque, notamment, du lieu de stationnement de l'armée syrienne, le 17 septembre, a permis aux terroristes de l'EIIL de consolider leur mainmise sur 300 000 civils à Deïr el-Zor.

Cinquièmement, les représentants qui viennent juste de sortir de la salle et qui se dérobent à leurs responsabilités en matière de maintien de la paix et de la sécurité internationales ont fait abstraction de l'accord conclu dans le cadre de la coordination russo-syrienne, lequel a donné lieu à la cessation des hostilités déclarée unilatéralement dans l'est d'Alep à des fins humanitaires, notamment dans le but de permettre l'évacuation des blessés, des malades et des personnes âgées de l'est d'Alep, et l'arrivée d'une équipe des Nations Unies et d'organisations de Damas, sous la direction du Coordonnateur résident des Nations Unies, du Comité international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge arabe syrien, pour assurer le suivi du processus d'évacuation et ouvrir six couloirs humanitaires destinés à permettre la sortie des civils, et deux points de contrôle pour les militants armés, qui étaient invités à clarifier leur statut afin d'être amnistiés ou de quitter la ville. Toutefois, les groupes terroristes qui utilisaient la population comme boucliers humains se sont employés à saper ce processus. Huit couloirs ontété ouverts, dont deux pour permettre la sortie des groupes armés et six couloirs humanitaires pour les civils, contrairement à ce que disent les représentants américains et britanniques.

Sixièmement, les mêmes délégués qui sont sortis de cette salle et se dérobent à leurs responsabilités de maintien de la paix et de la sécurité internationale se sont gardées d'identifier les personnes responsables des souffrances de la population d'Alep en raison de la pénurie d'eau, de médicaments, de nourriture et d'électricité, et notamment de préciser que ce sont les terroristes qui ont coupé l'approvisionnement de la ville en eau et en électricité. La station de pompage d'Alep est sous le contrôle des terroristes. Il faut que le monde prête attention à ceci : ayant sous leur contrôle une station de pompage de l'eau dans la ville d'Alep, ce sont eux qui ont coupé l'approvisionnement en eau, qui

ont volé les vivres, ainsi que les médicaments, destinés aux civils d'Alep, sans parler de la responsabilité qu'ils ont, ainsi que les bombardements aériens de la soi-disant coalition internationale, dans la destruction de la centrale électrique du quartier de Sleïman el-Halabi et d'autres centrales, à d'autres endroits, ainsi que des installations de purification de l'eau. Ce sont donc les terroristes et la coalition internationale, qui ont privé d'eau et d'électricité les habitants d'Alep.

Mon gouvernement dénonce la démarche sélective des pays qui se sont concentrés sur la situation dans l'est d'Alep aux dépens d'autres zones de Syrie. Toute la Syrie, y compris Alep et les zones est, ouest, nord et sud, souffrent du terrorisme wahhabite, soutenu par des gouvernements et des régimes bien connus, à commencer par l'Arabie saoudite, la Turquie, le Qatar et Israël. Elle souffre aussi des attaques des alliés de ces États, la soi-disant coalition internationale, ainsi que des santions imposées de façon unilatérale par les États-Unis.

Mon gouvernement réaffirme sa ferme position selon laquelle la seule solution à la crise en Syrie passe par un dialogue intersyrien, dirigé par les Syriens, une solution politique sans intervention étrangère et sans conditions préalables, qu'elles viennent des États-Unis, du Royaume-Uni, de la France ou d'ailleurs. Mon gouvernement affirme que le volet politique doit aller de pair avec les efforts de lutte contre le terrorisme, lequel persistera sans relâche tant que tous les groupes terroristes armés actifs en Syrie n'auront pas été éliminés. Dans ce contexte, mon gouvernement réaffirme l'importance de la mission de l'Envoyé spécial du Secrétaire général.

Comment certaines délégations présentes dans la salle du Conseil, représentant des États qui soutiennent le terrorisme, peuvent-elles prétendre qu'elles combattent le terrorisme tout en répétant des informations trompeuses et mensongères au sujet des opérations militaires menées par l'armée syrienne et notre allié russe en Syrie? Comment ces pays peuvent-ils combattre le terrorisme alors qu'ils dépendent des terroristes pour leur information? Y a-t-il un lien entre ces gouvernements et les terroristes?

Pour conclure, la bataille pour la libération de Mossoul et de tous les territoires de l'Iraq est aussi la bataille du Gouvernement syrien et de son armée. Le Gouvernement iraquien a le droit absolu de libérer Mossoul de l'abomination du terrorisme, tout comme le Gouvernement syrien a le droit de libérer Alep du même terrorisme. L'Iraq et la Syrie luttent contre le même terrorisme à Mossoul et à Alep. Il y a de nombreuses similitudes entre les deux opérations militaires en cours à Alep et à Mossoul. Alors, pourquoi appuie-t-on l'opération militaire en Iraq, alors que l'opération militaire en cours à l'appui de la Syrie se heurte aux critiques et à l'obstruction? Pourquoi établir des couloirs humanitaires pour chasser les terroristes de Daech de Mossoul vers la ville syrienne de Raqqa? Et pourquoi les prétendus bombardiers de la coalition bombardent-ils ces groupes qui quittent Mossoul pour Raqqa? Et pourquoi ne pas ouvrir les mêmes couloirs pour permettre aux mêmes terroristes de quitter l'est d'Alep comme le proposent la Russie et la Syrie? C'est comme si ceux les États qui soutiennent ces groupes terroristes disaient que les terroristes en Syrie sont des anges, alors que les mêmes terroristes ailleurs sont des démons.

J'aurais aimé demander à la représentante des États-Unis pourquoi son gouvernement n'a pas ouvert un couloir humanitaire pour le terroriste qui a attaqué une boîte de nuit en Floride. Pourquoi ne lui a-t-on pas fourni des vivres et des médicaments afin qu'il puisse continuer à terroriser la population, pour les motifs humanitaires que connaît M. O'Brien? Et pourquoi le Gouvernement français n'a-t-il pas fourni une aide humanitaire et des vivres et offert un couloir humanitaire aux terroristes qui ont attaqué le théâtre du Bataclan à Paris pour qu'ils puissent sortir de la ville pour des motifs humanitaires connus de M. O'Brien? Cela vaut également pour le Royaume-Uni et ailleurs. Je le dis aux personnes ici présentes : assez de cette hypocrisie. C'est la population de mon pays qui en paie le prix. Ce petit jeu doit cesser. Tous les membres du Conseil doivent s'acquitter de leur responsabilité en matière de maintien de la paix et de la sécurité internationales et ne pas régler des comptes entre eux aux dépens de mon peuple en Syrie.

Le Président (*parle en russe*) : Je donne la parole à M. O'Brien afin qu'il puisse répondre aux questions posées et réagir aux observations formulées.

M. O'Brien (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Monsieur le Président, de me redonner la parole. En tant que fonctionnaire international agissant de façon impartiale, je ne rétracte, nuance ni démens aucun fait ni aucune partie de ma déclaration antérieure, qui, je vous en assure et j'en assure tous les membres du Conseil, a été élaborée par moi-même, mon équipe et l'ensemble de l'Organisation des Nations Unies avec beaucoup de soin, de sérieux et de professionnalisme.

Je suis amené à rappeler une vérité très ancienne : il ne faut pas tirer sur le messager. J'exhorte plutôt le Conseil à défendre la population syrienne aux abois et à saisir l'occasion que j'ai décrite de prendre les choses en mains et de prendre les mesures qui sont à la disposition du Conseil pour faire cesser la violence dès maintenant, pour faire cesser la guerre dès maintenant.

L'Organisation des Nations Unies poursuit son travail sans se décourager. Elle reste prête à travailler avec toutes les parties pour acheminer l'aide humanitaire, protéger les civils et atteindre les populations qui sont dans le besoin. Même si les agents humanitaires ont un rôle particulier, que le Conseil soit assuré que nous travaillerons unis dans l'action, et continuerons notamment d'appuyer M. Staffan de Mistura et son travail.

Pour conclure, je rends simplement un hommage sans réserve aux agents humanitaires et salue, une fois de plus, ces personnes courageuses, intrépides et dévouées qui, en Syrie, travaillent inlassablement pour la population syrienne prise au piège de cette terrible crise interminable, et qui a besoin de soutien vital et de protection.

Le Président (*parle en russe*) : Je pense que, en tant que Président du Conseil, je peux exprimer la certitude que le personnel humanitaire de l'Organisation des Nations Unies poursuivra son travail difficile en Syrie, comme l'a dit M. O'Brien.

À titre national, toutefois, je ne peux pas omettre de noter qu'il est clair, d'après la réponse de M. O'Brien, qu'il ne dispose d'aucune information qui appuie l'assertion que les forces aériennes russes et syriennes ont bombardé l'est d'Alep au cours des sept derniers jours. Tout comme il ne dispose d'aucune information concernant l'utilisation à aucun moment d'armes chimiques dans l'est d'Alep. Je tenais à le signaler pour que ce soit consigné dans le procès-verbal de la séance.

Je reprends mes fonctions de Président du Conseil de sécurité.

Il me semble que, après le débat que nous venons d'avoir, il est inutile de passer à des consultations. Nous avons tenu une séance d'information et des consultations en même temps.

La séance est levée à 17 h 20.